

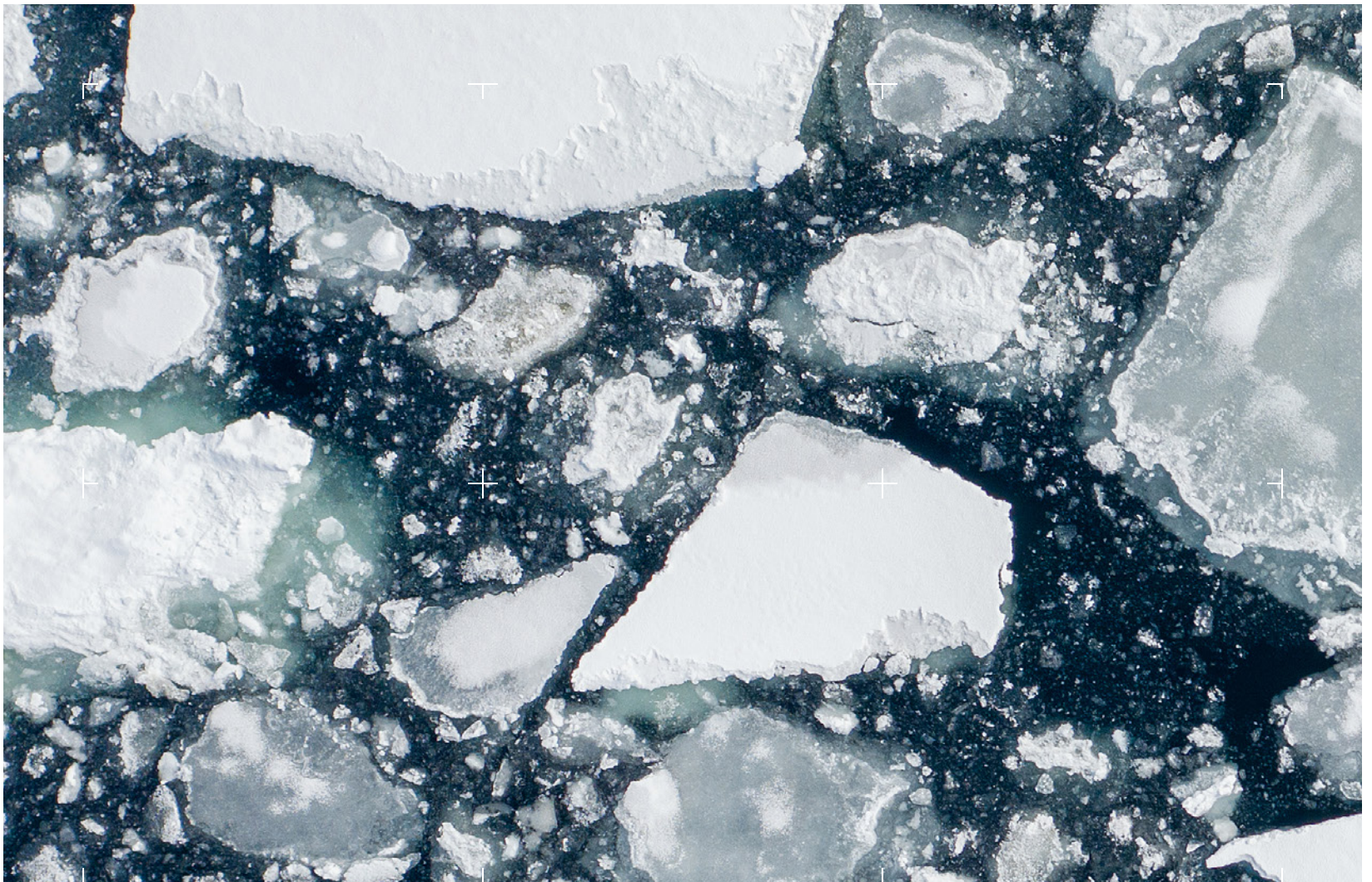
CATALYSEUR

01

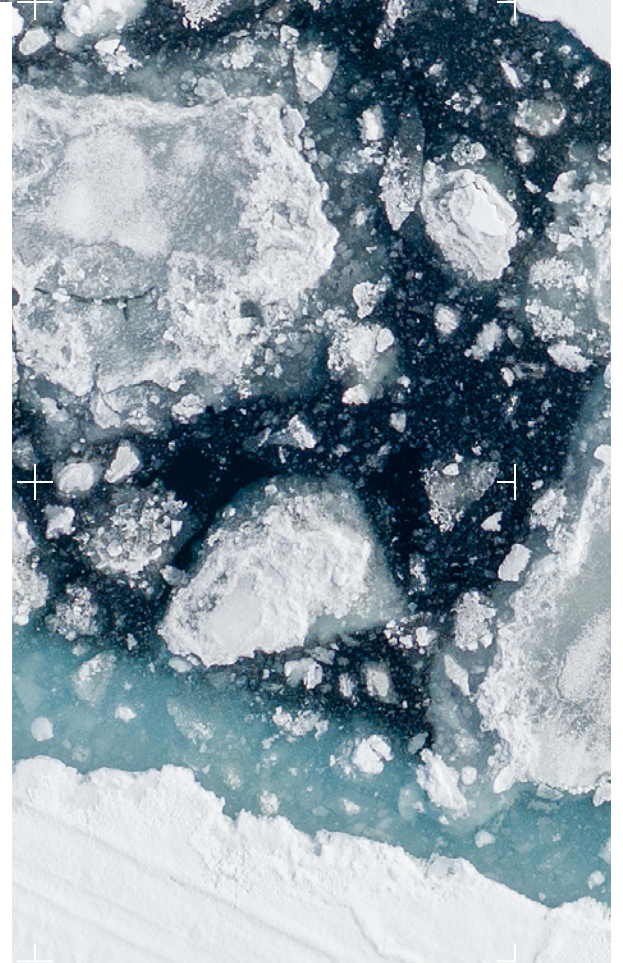
CENTRE POUR L'AVENIR DU CANADA —————> CANADA 2030

Une vision pour un Canada prospère en 2030





Le Centre pour l'avenir du Canada contribue à l'exploration de nouvelles idées, opinions et perspectives portant sur les enjeux nationaux les plus importants de notre pays, dans le but d'aider à faire entrer le Canada dans une nouvelle ère de croissance et de compétitivité. Son équipe est composée de professionnels de Deloitte qui comptent parmi les penseurs les plus innovateurs et qui sont des leaders expérimentés et des influenceurs appréciés dans leur domaine respectif. —————>



TABBLE DES MATIÈRES

Pour visualiser ce document sur une seule page, ou pour activer le défilement sur une seule page dans Adobe Acrobat Reader, choisissez **Affichage** > **Affichage de page**, et sélectionnez l'une des mises en page suivantes :

Une seule page : affiche une seule page à la fois, sans aucune partie visible sur les autres pages.

Activer le défilement : affiche les pages dans un format vertical continu d'une largeur d'une seule page.

Introduction	04
Le retour à la normale n'est pas souhaitable : un pays au point neutre	10
NOUVELLES PERSPECTIVES POUR LE CANADA : PROSPÉRER EN 2030	18
<i>Fondements de la vision</i>	20
<i>Effets sur l'économie et la société</i>	22
TROIS OBJECTIFS POUR UNE NATION PROSPÈRE	32
1. <i>Population : favoriser une main-d'œuvre diversifiée et adaptée à l'avenir</i>	34
2. <i>Secteurs : créer les conditions propices à l'émergence de champions mondiaux</i>	46
3. <i>Systèmes sociétaux : investir dans une transformation des plus nécessaires</i>	58
Une période sans précédent : des approches inédites	68

Retournons un moment en arrière, au début de l'année 2020, pour nous rappeler notre excitation face à la promesse de cette nouvelle décennie qui commençait. Durant ces quelques minutes qui ont précédé le Nouvel An, nous étions loin de nous douter que notre monde se préparait à basculer.

Et tout a changé.

Du jour au lendemain, un virus mortel s'est propagé dans le monde entier pour prendre des vies, détruire des économies, perturber les gouvernements et les entreprises, et changer radicalement – peut-être à jamais – nos méthodes de travail et notre mode de vie.

En réagissant, nous avons mis à l'épreuve la résilience de notre nation et celle de chacun d'entre nous. Nos efforts collectifs pour nous protéger par la distanciation sociale et le port du masque, aider les entreprises à redémarrer et nous soutenir mutuellement ont démontré au monde entier notre ingéniosité, notre créativité et, surtout, notre volonté de prendre soin les uns des autres.

La mobilisation a été tout aussi importante au sein de Deloitte. Notre solide équipe de 12 000 professionnels a toujours été guidée par un dessein supérieur : notre mission est d'aider les gens, les organisations, les collectivités et le pays à prospérer, et de les inspirer par nos actions. *Avoir une influence marquante* est notre raison d'être.

Pour ce faire, nous accélérons et élargissons l'accès aux connaissances et aux possibilités pour l'ensemble de la population canadienne. Quand le monde a basculé, nous nous sommes tout de suite mis au travail. Ce rapport présente une partie des fruits de ce travail.

Nous avons tourné notre regard vers la décennie à venir, car les mesures que nous prenons maintenant, au moment où nous commençons à nous relever collectivement, se répercuteront sur les générations futures.

Avant la pandémie, notre qualité de vie au pays était sur le point d'être menacée. Malgré les possibilités extraordinaires qu'offre le Canada, nous commençons à constater une dégradation de la qualité de vie. Mais nous pouvons faire en sorte qu'il en soit autrement.

Envisageons plutôt un nouvel avenir. Un avenir meilleur. Saisissons cette occasion unique pour faire preuve d'audace et de créativité. Utilisons-la comme catalyseur pour transformer en profondeur notre économie et notre société, et bâtir un avenir prometteur.

La mise en œuvre de solutions durables n'est jamais rapide ni facile. Par conséquent, pour concrétiser cet avenir meilleur d'ici 2030, nous devons prendre aujourd'hui les décisions qui auront une incidence réelle sur notre économie, notre environnement et nos collectivités.

Même si la situation demeure très incertaine et qu'il est impossible de prévoir son évolution pour le reste de 2020, nous devons avoir une vue d'ensemble et affronter les difficultés sans rebrousser chemin.

Le rapport *Catalyseur* est de nature prescriptive. Il pose les bonnes questions et propose des solutions, et il fournit des recommandations en vue d'engager le Canada dans une nouvelle voie et de refaçonner notre avenir. Il s'agit d'un premier pas pour bâtir un pays meilleur.

Comme nous l'avons fait tout au long de cette pandémie, nous devons continuer d'unir nos efforts et maintenir un respect et une confiance mutuels. Même si cette confiance est mise à rude épreuve, elle n'a jamais été aussi nécessaire. Nous avons le choix : ou bien nous saisissons cette occasion pour refaçonner notre avenir, ou bien nous assistons passivement au déclin de notre capacité à améliorer le monde dans lequel nous vivons et à la détérioration de notre qualité de vie au Canada. Pour relever ce défi de taille, nous devons tous participer : les gouvernements, les entreprises et les citoyens doivent collaborer pour atteindre ce but commun supérieur. Nous risquons de perdre cette occasion unique si nous tentons de changer seuls les choses ou si nous ne changeons rien du tout.

Chez Deloitte, nous sommes déterminés à aller de l'avant, car nous sommes convaincus que le Canada et la population canadienne peuvent montrer au reste du monde ce qu'il est possible de faire. Ce pays a dû surmonter beaucoup d'obstacles au cours de son histoire, et nous avons toujours réagi avec courage et détermination.

Lorsque le monde a besoin de notre aide, nous n'hésitons pas à retrousser nos manches. Nous l'avons toujours fait; il n'y a aucune limite à ce que nous pouvons accomplir.

Veillez prendre le temps de lire ce rapport. Vous y découvrirez les possibilités qui s'offrent à nous, et peut-être vous inspirera-t-il à agir en contribuant à bâtir un Canada plus influent, plus prospère et plus fort.



ANTHONY VIEL

Associé directeur et chef de la direction



GEORGINA BLACK

Associée directrice, Gouvernement et services publics

INTRODUCTION

L'année 2020 restera gravée dans nos mémoires en raison des incertitudes et des difficultés sans précédent auxquelles de nombreux pays ont été confrontés, et le Canada n'a pas fait exception.

La pandémie de COVID-19 a des répercussions humaines et économiques dévastatrices.

La montée des tensions entre les États-Unis et la Chine bousculent un ordre mondial qui a depuis longtemps appuyé les valeurs et les intérêts du Canada. La volatilité des prix de l'énergie a eu des effets désastreux sur les secteurs, les provinces et l'ensemble de l'économie, qui dépendent en grande partie de l'énergie pour stimuler la croissance. Le début de la nouvelle décennie a été marqué par la pire récession des temps modernes, un manque de confiance des entreprises, et des niveaux élevés d'endettement public et privé.



Mais les gros titres cachent une réalité encore plus profonde et malaisante : même avant la pandémie de COVID-19, le Canada n'était pas engagé sur la voie d'un avenir prometteur au sein duquel tous les Canadiens pourraient jouer un rôle et où ils seraient en mesure de prospérer.

Depuis plusieurs années, Deloitte se penche sur les grands enjeux qui nuisent au parcours entamé par le Canada pour devenir une nation plus prospère. Nous avons présenté une analyse de rentabilité en faveur d'une productivité accrue dans la série *L'avenir de la productivité*, parlé de l'équité et de l'inclusion dans la publication *Des apparences aux résultats*, de la compétitivité mondiale dans *Des paris audacieux pour notre pays*, de l'innovation dans la série *Impératif de l'IA au Canada*, et des infrastructures dans la *Fiche de pointage de la compétitivité du Canada*. Mais malgré ces appels à l'action de la part de Deloitte et d'autres leaders d'affaires, le parcours du Canada demeure essentiellement inchangé. Et le temps presse.

Dans le présent rapport, Deloitte utilise la modélisation macroéconomique pour prévoir l'avenir du Canada si notre pays se retrouve sur le parcours préalable à la COVID-19. Les résultats, qui cadrent avec les prévisions du gouvernement, brossent un tableau alarmant de notre mode de vie à risque : une population vieillissante, la faible croissance de la productivité et le manque d'investissement se traduiront par la stagnation des niveaux de vie, et peu de progrès réalisés par rapport aux priorités nationales et à la croissance dans une économie mondiale de plus en plus concurrentielle¹. Quoiqu'il en soit, nous croyons toujours que le Canada est le meilleur endroit au monde où vivre et travailler, et que notre avenir demeure entre nos mains.

Les points de vue que nous avons recueillis auprès des dirigeants d'entreprise et des jeunes de partout au pays ont contribué à la vision d'un Canada meilleur en 2030, et notre modélisation démontre que cet avenir est possible si les Canadiens accomplissent les gestes nécessaires aujourd'hui. Ces conversations ont permis de dégager trois aspects où nous devrions concentrer nos efforts dans la reprise après la pandémie de COVID-19, qui aideront les Canadiens à créer un pays où il fait bon vivre. Les leaders décrivent un pays qui, en 2030, est fin prêt pour des changements dans la main-d'œuvre, l'économie et la société. Mais pour redresser le parcours du Canada, il faudra prendre des mesures audacieuses et assurer une collaboration novatrice entre tous les ordres de gouvernement, les entreprises et les collectivités.

Ce rapport expose d'abord les arguments contre le retour du Canada sur sa voie préalable à la pandémie. Il présente ensuite les principaux éléments d'un avenir meilleur en 2030, les difficultés qu'il faudra surmonter pour concrétiser cet avenir et les mesures qu'il faudra prendre pour nous mettre sur la bonne voie.

Approche de recherche

Dans le cadre de ce rapport, nous avons utilisé une approche mixte pour mener, rassembler et analyser des études primaires. Cette approche consistait à réaliser la modélisation des prévisions économiques, à mener un sondage auprès des entreprises, à tenir un symposium jeunesse ainsi qu'à effectuer des entrevues approfondies avec des chefs d'entreprise canadiens et des spécialistes de Deloitte.

- ♦ **Prévisions économiques :** le modèle de l'économie canadienne exclusif à Deloitte intègre plus de 1 000 variables endogènes permettant de modéliser deux futurs opposés : l'un où les tendances macroéconomiques se poursuivent au Canada sur la même voie qu'avant la pandémie (*Au point neutre*), et l'autre où nous prenons des mesures pour améliorer notre économie (*Prosperer en 2030*).
- ♦ Le modèle est composé des six principaux blocs : bloc des perspectives économiques, bloc des prix, bloc des taux d'intérêt, bloc de la demande finale, bloc des secteurs et bloc des revenus. Le modèle est fondé sur la comptabilité de la croissance économique, ce qui nous permet de faire la distinction entre les augmentations des contributions liées au montant de capital et de travail, et le taux des progrès technologiques, par rapport au taux de croissance de la production totale d'une économie.

Nous avons également utilisé un modèle démographique exclusif pour évaluer les tendances de la population et de la main-d'œuvre ainsi qu'un modèle d'équilibre général pour évaluer l'incidence de la tarification du carbone sur l'économie canadienne.

Cette approche de modélisation est ancrée dans la théorie macroéconomique, et les modèles utilisés pour les prévisions sont semblables à ceux employés par les équipes de prévision des banques canadiennes, de la Banque du Canada et des organismes internationaux tels que le Fonds monétaire international.

- ♦ **Sondage auprès des entreprises :** nous avons mené un sondage auprès de 845 hauts dirigeants d'entreprise dans l'ensemble du Canada du 28 mai au 21 juin 2020. La marge d'erreur des données présentées dans ce rapport est de plus ou moins 3,4 % et le degré de confiance est

de 95 %. Les données du sondage ont été pondérées en fonction des données sur la population de Statistique Canada pour les entreprises canadiennes par taille et région.

- ♦ **Symposium jeunesse :** nous avons tenu un symposium virtuel rassemblant des étudiants et de jeunes leaders provenant de divers milieux et de partout au Canada. Les participants ont exprimé leurs points de vue sur les grandes tendances qui façonneront la prochaine décennie et présenté leur vision du Canada en 2030.
- ♦ **Entrevues :** les personnes interrogées comprenaient des chefs de la direction et des cadres supérieurs de grandes et moyennes entreprises, et d'entreprises en croissance rapide, provenant de chaque région et chaque grand secteur.

LE RETOUR À LA NORMALITÉ N'EST PAS SOUHAITABLE

*Un pays au
point neutre*





L'actuelle crise économique est la pire de l'histoire moderne du Canada. La volatilité des prix de l'énergie et le recul de l'activité économique en raison des risques pour la santé ont nécessité des mesures énergiques pour éviter les résultats les plus pessimistes. Même si les mesures rigoureuses prises par les Canadiens jusqu'à maintenant ont permis d'éviter les résultats observés ailleurs, les risques pour la santé et les répercussions économiques de la pandémie persisteront dans l'attente d'un vaccin ou d'un traitement sûr et efficace.

Population canadienne de plus de 65 ans

Proportion de la population, en pourcentage

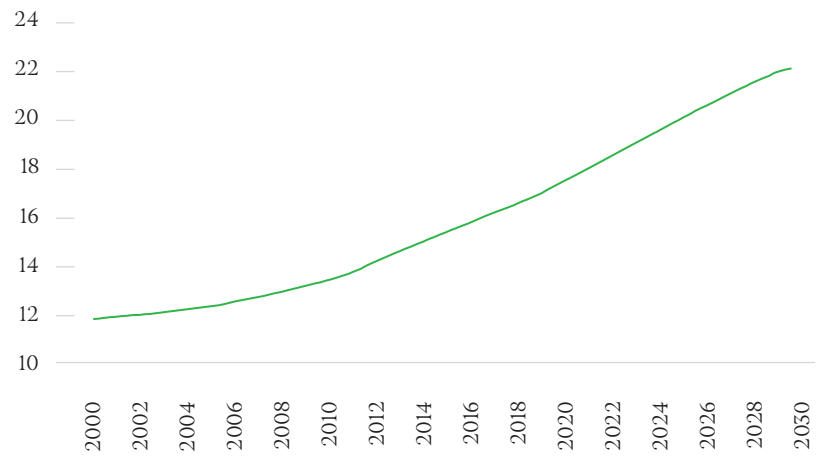


FIGURE 1 : PAS ASSEZ DE TRAVAILLEURS

D'ici 2030, le nombre de Canadiens de plus de 65 ans devrait presque doubler. Compte tenu de cette réalité, et du faible taux de fécondité, la croissance de la main-d'œuvre stagnera au Canada. Le nombre de travailleurs disponibles sera le facteur limitant le potentiel de croissance économique de notre pays.

Investissements des entreprises du secteur privé, 2019

Part du PIB, en pourcentage



FIGURE 2 : PAS ASSEZ DE CAPITAUX

Les investissements des entreprises au Canada s'approchent d'un creux inédit depuis la Grande Récession. Les investissements dans le matériel et l'outillage continuent de diminuer. Les entreprises ne reconstituent pas leur capital-actions et continuent de prendre du retard à l'échelle mondiale. Les faibles investissements des entreprises expliquent en partie la croissance économique médiocre au Canada.

Devant l'incertitude actuelle, une chose est certaine : tout comme dans le cas des crises vécues par le passé, le Canada se rétablira. Mais la question est de savoir comment il se rétablira, et dans quelle mesure. Selon notre analyse, si le Canada renoue avec son parcours préalable à la pandémie, la croissance du PIB ralentira à une moyenne de seulement 1,7 % par année (en termes réels), ce qui est beaucoup plus bas que la croissance annuelle moyenne au cours de la dernière décennie (2,2 %) et de la décennie menant à la Grande Récession de 2008-2009 (3,2 %). Dans le modèle de prévisions du scénario *Au point neutre*, soit notre scénario de base, le faible taux de croissance est attribuable aux tendances de longue date qui limitent la productivité au pays : ralentissement de la croissance de la main-d'œuvre, peu d'ajout au capital-actions et innovation insuffisante (voir les figures 1 à 3).

Croissance de la productivité
PIB par employé, en pourcentage

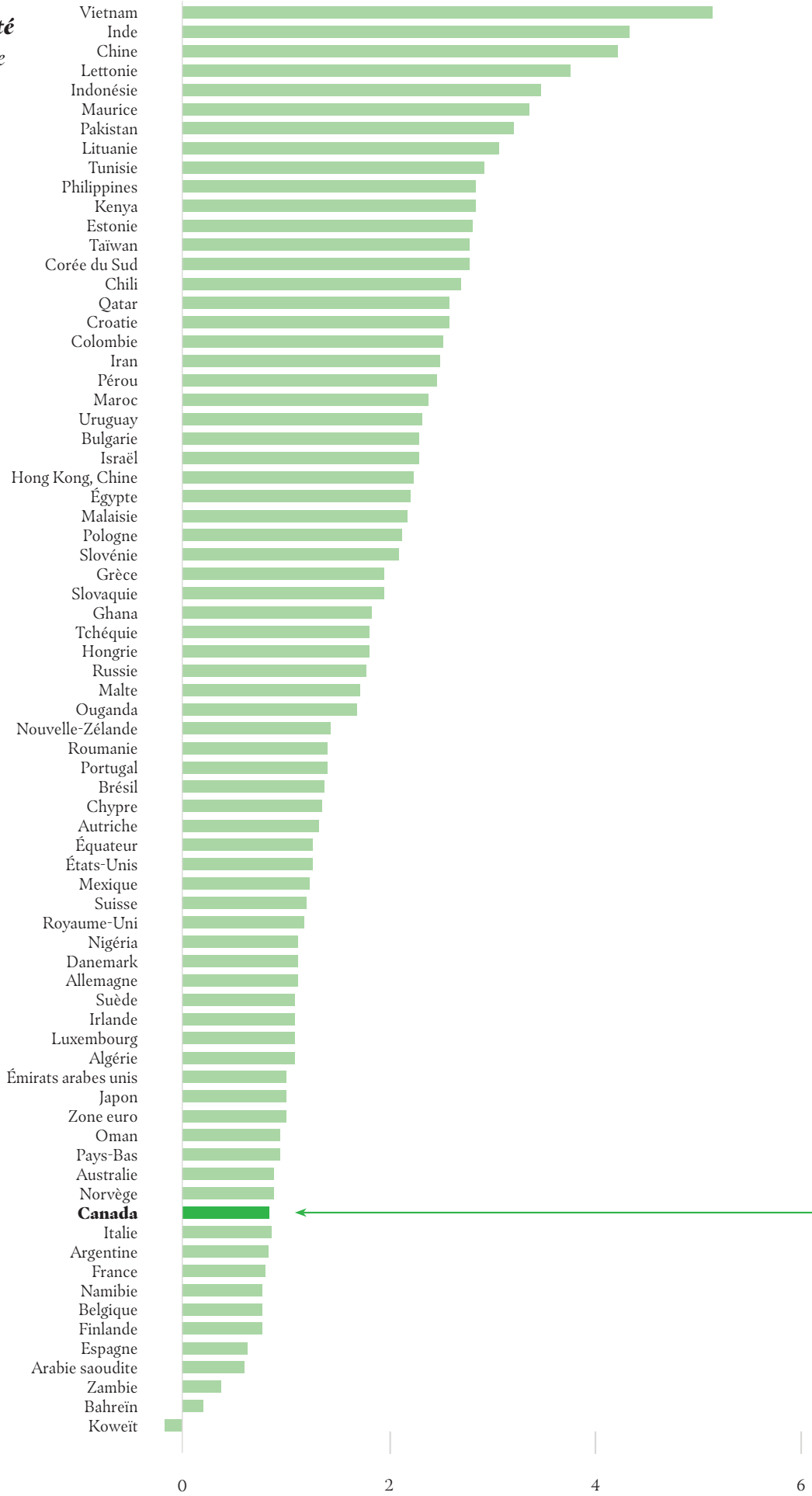


FIGURE 3 : LA SAUCE SECRÈTE MANQUANTE

Même si la croissance de la productivité a ralenti dans l'ensemble des pays développés, compte tenu de sa croissance particulièrement anémique, le Canada accuse un retard par rapport à ses homologues à l'échelle mondiale, ce qui signifie que notre économie est moins concurrentielle et qu'elle génère moins de revenus. Aussi, les entreprises canadiennes ont plus de difficulté à croître.

La faible croissance anticipée dans les prévisions du scénario *Au point neutre* devrait susciter beaucoup d'inquiétude envers l'avenir chez les leaders d'affaires et gouvernementaux, voire l'ensemble des Canadiens. La hausse de notre niveau de vie collectif est rendue possible par des gains de productivité. Si le PIB augmente lentement, ce sera aussi vrai pour les revenus, les bénéfices et les recettes gouvernementales. Quand la croissance est lente, il est également plus difficile de payer pour les choses que les Canadiens valorisent dans la société; par exemple, les coûts des soins de santé deviendront de moins en moins abordables (voir la figure 4). En raison de la pandémie, les gouvernements s'endettent considérablement et le ralentissement de la croissance signifie qu'il sera plus difficile d'assurer le service de ces dettes (voir la figure 5). Les gouvernements provinciaux en particulier auront du mal à acquitter les coûts grandissants dans les années à venir à défaut d'une croissance plus élevée.

Autrement dit, si le PIB du Canada n'augmente pas plus rapidement que ce qui est prévu, les Canadiens auront l'impression de faire du surplace et verront probablement leur niveau de vie diminuer. Il y a de fortes chances qu'ils ne croient plus en un avenir meilleur pour leur famille, et qu'ils exigent un changement. La montée du populisme, du nationalisme et du protectionnisme dans le monde démontre qu'une confiance moins marquée en un avenir prometteur peut mener à une agitation sociale et à des risques économiques importants.

Cela dit, le PIB n'est pas la seule chose qui compte. La croissance économique n'assure aucunement que la richesse sera répartie de manière équitable, et ne préviendra pas les conséquences imprévues de la croissance sur la population (comme la répartition inégale de la richesse), sur l'environnement (l'accélération du changement climatique) ou sur la résilience de notre pays. Pour réaliser ces objectifs, nous devons avoir une idée plus large de ce qui constitue un avenir prospère.

Dépenses gouvernementales en soins de santé en part des revenus

En pourcentage



FIGURE 4 : AUGMENTATION DES COÛTS DES SOINS DE SANTÉ

Le vieillissement de la population canadienne signifie qu'une part croissante des budgets gouvernementaux doit être consacrée aux soins de santé. Selon un modèle où la croissance s'établit à 1,7 %, cela forcera les gouvernements à augmenter les impôts ou à réduire les dépenses.

Dette nette en part du PIB

En pourcentage

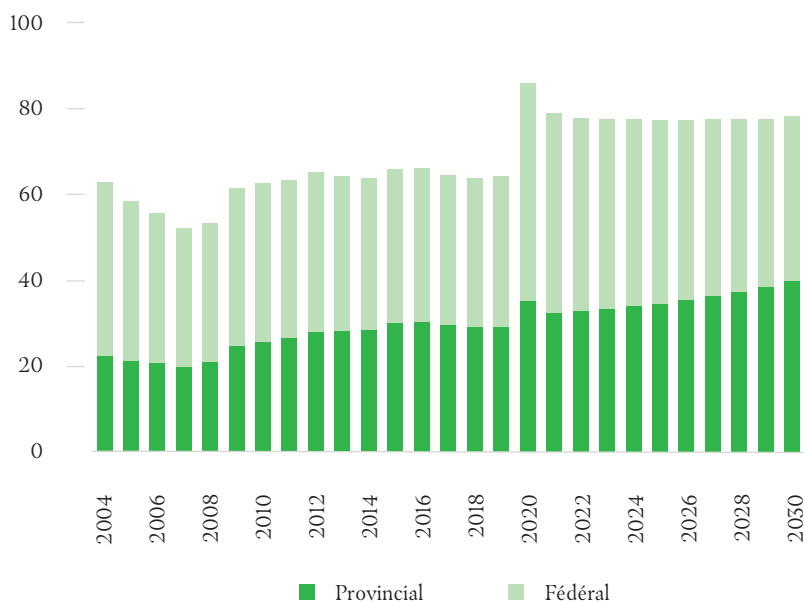


FIGURE 5 : UNE CROISSANCE RALENTIE ENTRAÎNE UNE HAUSSE DES COÛTS DU SERVICE DE LA DETTE


La pandémie de COVID-19 a obligé les gouvernements à emprunter, mais la faible croissance signifie qu'ils seront aux prises avec des dettes importantes dans un avenir prévisible. Même dans un contexte où les taux d'intérêt sont extrêmement bas, les versements d'intérêt augmenteront, exerçant des pressions supplémentaires sur les budgets. Une croissance plus rapide est nécessaire pour abaisser les niveaux d'endettement sans avoir à recourir à des mesures d'austérité draconiennes.



**NOUVELLES
PERSPECTIVES
POUR LE
CANADA :
PROSPÉRER
EN
2030**



FONDEMENTS DE LA VISION

Pour concrétiser les aspirations que le Canada devrait réaliser d'ici 2030, nous nous sommes entretenus avec des leaders, et de futurs leaders, de partout au pays (voir les rubriques « Approche de recherche » à la page 08 et « Recueillir le point de vue des futurs leaders du Canada » à la page 30). Ce qui est clairement ressorti de ces conversations, c'est que la pandémie de COVID-19 a mis notre économie et notre société à l'épreuve, révélant à la fois ses forces et ses faiblesses. Mais elle a aussi fondamentalement modifié les points de vue de ce que le succès devrait être et la manière de l'atteindre. Afin de prospérer au cours de la décennie de l'après-COVID et au-delà, le Canada doit miser sur l'amélioration de la résilience dans les trois aspects suivants : sa population, ses secteurs et ses systèmes sociétaux : 



1

Population

- ♦ Un contexte économique plus équitable et inclusif pour les groupes marginalisés
- ♦ Des Canadiens adaptés à l'avenir : travailleurs dotés de compétences et de formations nécessaires pour diriger l'avenir du travail



2

Secteurs

- ♦ Des entreprises et des secteurs canadiens plus concurrentiels à l'échelle mondiale
- ♦ Des entreprises qui sont des leaders en ce qui a trait à l'innovation, y compris l'innovation numérique

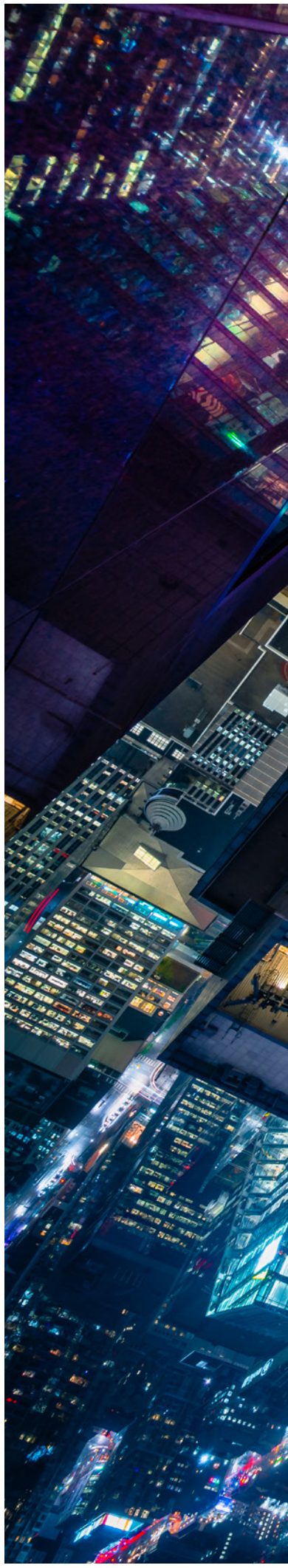


3

Systemes sociétaux

- ♦ Une société qui est préparée à la prochaine crise, qu'elle soit sanitaire, économique ou environnementale

EFFETS SUR L'ÉCONOMIE ET LA SOCIÉTÉ





Nous avons intégré ces trois aspects – la population, les secteurs et les systèmes sociétaux – à ce que nous appelons les prévisions du scénario Prospérer en 2030 afin de démontrer que l’investissement dans la résilience est rentable et réalisable. Selon ces prévisions, le taux de croissance annuel moyen du PIB canadien passe de 1,7 % à 2,7 %, ce qui, par rapport aux prévisions du scénario Au point neutre, représente une hausse de plus de 350 milliards de dollars (ou de 10,4 %) en 2030. Par habitant, cela se traduit par une augmentation de 4 900 dollars du revenu annuel, et une amélioration notable de la qualité de vie. En libérant son potentiel, le Canada se hisserait au sommet des pays du G7 en ce qui a trait à la croissance économique et à la création d’emplois, augmentant ainsi son pouvoir d’attraction auprès des entreprises et des talents mondiaux. C’est ce que nous devons viser. →

PIB PAR HABITANT EN 2030
\$CA (prix de 2020)

66 800 \$

Au point neutre

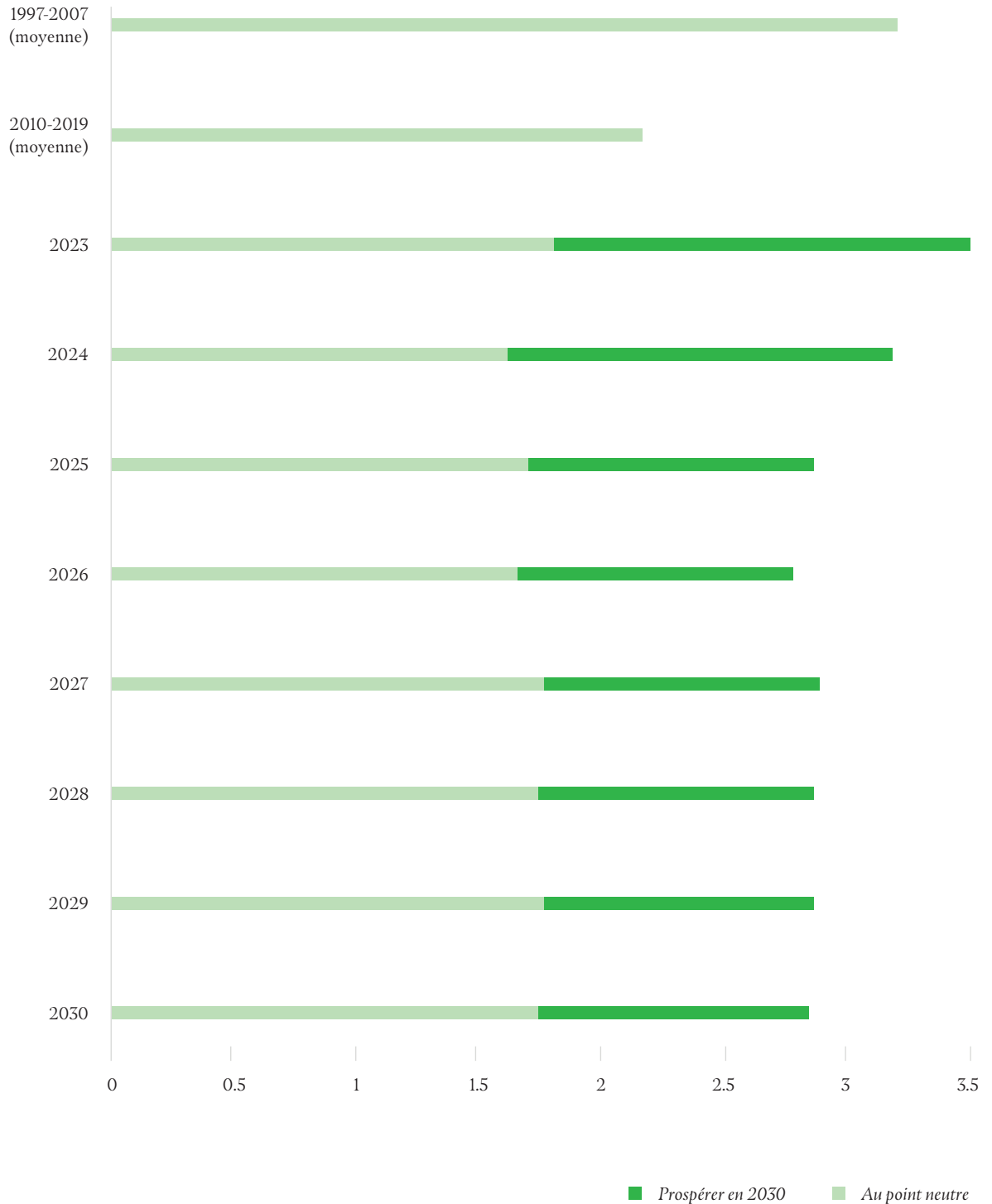
71 700 \$

Prospérer en 2030

Pour obtenir une ventilation détaillée des moteurs économiques des prévisions du scénario Prospérer en 2030, consultez l’annexe.

Une meilleure croissance est possible si le Canada prend des mesures

Variation en pourcentage du PIB, historique et projetée



*La
croissance
du PIB
passe de*

1,7 %
à



2.7 %



Population

Assurer la croissance de la population active grâce à l'inclusion et à l'immigration économiques

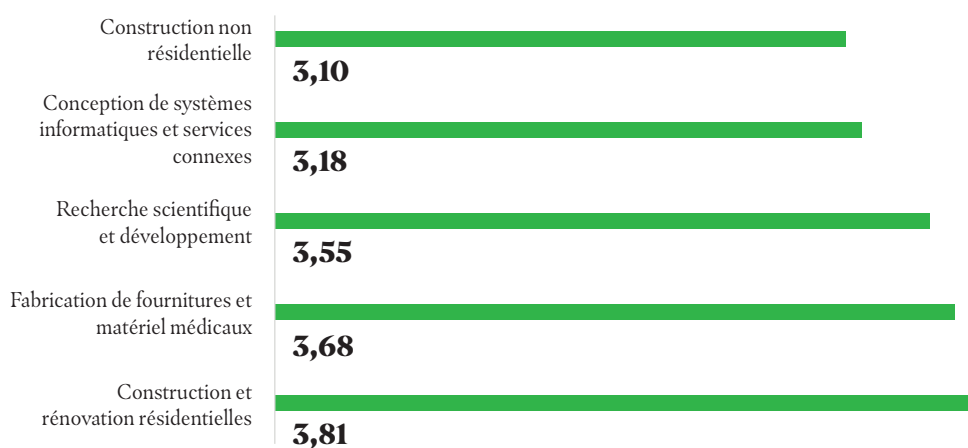
On estime que le Canada pourrait accroître sa population active de 1,7 million de travailleurs en éliminant les obstacles auxquels se heurtent les groupes sous-représentés qui veulent accéder au marché du travail ou y obtenir des occasions d'avancement. Cela comprend les femmes, les personnes plus âgées, les personnes handicapées, les Autochtones et les personnes racialisées, et surtout, les immigrants qui possèdent les talents nécessaires pour contribuer à la croissance de notre main-d'œuvre dans son ensemble. La hausse connexe du nombre d'heures travaillées et de l'activité globale sur le marché du travail viendrait augmenter la croissance moyenne du PIB réel de 0,7 à 0,8 % annuellement, rehaussant le taux de croissance économique tendanciel annuel de 50 %.

Préparer les travailleurs à la transition vers une économie axée sur le savoir et les services

Sur le plan de la répartition sectorielle, le Canada amorce un virage des domaines industriels vers les services à valeur ajoutée tels que les sciences de la vie, les soins de santé et les technologies, mais dans le scénario *Prosperer en 2030*, ce virage s'accélère. En vertu de ces prévisions, les secteurs traditionnels continuent néanmoins de croître et de dominer, grâce à de nouvelles technologies et à des investissements, mais représentent une plus petite part des richesses économiques globales. Pour mener à bien ces changements, la clé sera d'assurer que les travailleurs canadiens (surtout dans les secteurs traditionnels) puissent suivre un parcours propice, réaliste et abordable vers les secteurs à plus forte croissance dont il a été question précédemment.

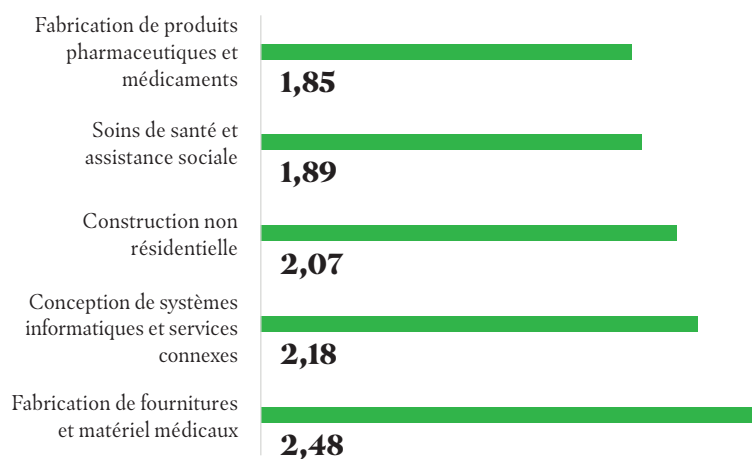
Secteurs à la croissance la plus rapide, scénario Prospérer en 2030

Pourcentage de croissance



Secteurs à la croissance la plus rapide, scénario Au point neutre

Pourcentage de croissance



Secteurs

Accroissement de l'investissement dans les immobilisations et de l'amélioration de la productivité – en misant sur le numérique

À l'heure actuelle, le niveau des investissements totaux des entreprises au Canada, qui se situe à 10,4 % du PIB, est parmi les plus faibles des pays développés.

Le simple fait de rattraper ses pairs mondiaux aurait des retombées significatives. En encourageant les investissements dans l'innovation, la propriété intellectuelle et les infrastructures, le Canada pourrait accroître son capital-actions de plus de 230 milliards de dollars par rapport aux prévisions du scénario *Au point neutre*, et veiller ainsi à ce que notre pays soit plus concurrentiel à l'échelle mondiale. En particulier, des investissements

accrus dans les infrastructures numériques pourraient permettre aux individus et aux entreprises de rivaliser sur le plan numérique, peu importe où ils se trouvent, tandis que des investissements accrus dans les logiciels, tous secteurs confondus, permettraient aux entreprises canadiennes de se mesurer à leurs pairs mondiaux.

Par ailleurs, la création d'une main-d'œuvre adaptée à l'avenir aidera le Canada à afficher un meilleur rendement de productivité. Grâce à la modélisation, nous constatons que le taux de croissance de la productivité multifactorielle des secteurs d'activité pourrait augmenter à un rythme moyen de 0,8 % annuellement, soit le double du taux moyen des 20 dernières années.

Systemes sociaux

Des progrès réels en matière d'émissions

Actuellement, le Canada n'est pas sur la bonne voie pour réduire suffisamment ses émissions de carbone de manière à atteindre les objectifs fixés dans l'Accord de Paris d'ici 2030. Mais la modélisation démontre qu'une stratégie de tarification du carbone destinée à augmenter progressivement le prix des émissions (à 114 dollars d'ici 2030) pourrait réduire considérablement les émissions et nous permettre d'atteindre les objectifs de réduction énoncés dans l'accord international. Celle-ci devrait s'accompagner d'autres mesures (p. ex., la mise en œuvre de normes et de mesures incitatives ambitieuses qui accélèrent l'adoption de technologies propres) pour assurer l'obtention de résultats environnementaux positifs dans l'ensemble des secteurs et permettre aux secteurs canadiens d'occuper la première place sur le plan de l'innovation durable à l'échelle mondiale.

Alors que la hausse de la tarification du carbone entraînerait une réduction de 0,5 % du PIB du Canada par rapport aux prévisions du scénario *Au point neutre*, où la tarification du carbone n'est pas augmentée, dans les prévisions du scénario *Prosperer en 2030*, la réinjection des recettes générées par la tarification du carbone limite les répercussions économiques négatives, et la perte est largement compensée par les gains économiques tirés de l'amélioration du marché du travail et la hausse des dépenses d'investissement. Les secteurs à fortes émissions de carbone, tels que le secteur de l'énergie, sont les plus touchés par l'augmentation du prix du carbone. Néanmoins, le secteur canadien de l'énergie demeurerait un leader mondial, poursuivant sa croissance et continuant d'apporter une contribution significative à l'économie nationale, même si sa part relative du PIB fléchit en raison de la croissance plus élevée des autres secteurs.

Amélioration de la qualité de vie et de la santé financière

Une croissance solide et durable du PIB, selon le scénario *Prosperer en 2030* offre davantage d'occasions économiques et d'augmentation du niveau de vie pour tous les Canadiens. La suppression des obstacles qui empêchent les groupes marginalisés d'accéder au marché du travail et d'y progresser a aussi des retombées positives sur la santé et l'éducation.

Un Canada prospère signifie une meilleure santé financière pour les secteurs public et privé. Selon les prévisions du scénario *Prosperer en 2030*, la hausse du capital-actions et de la productivité, jumelée au rétrécissement de l'écart de compétences, signifie que le bénéfice des sociétés croît 0,7 % plus rapidement, tandis que le revenu par habitant augmente de 7,2 %, alors que le revenu net supplémentaire se chiffre à 1,6 billion de dollars au cours de la prochaine décennie par rapport aux prévisions du scénario *Au point neutre*. Les gouvernements pourraient aussi compter sur une hausse des recettes, leur permettant de dépenser davantage pour stimuler la croissance, combler le déficit d'infrastructure et réduire la dette.

Recueillir le point de vue des futurs leaders du Canada

Grâce à des consultations auprès de jeunes Canadiens dans le cadre d'un symposium virtuel d'une journée et d'un sondage (voir la rubrique « Approche de recherche » à la page 08 pour obtenir des renseignements détaillés), nous avons entendu des visions audacieuses de l'avenir : un avenir où le Canada est l'endroit le plus inclusif au monde, où les secteurs public et privé mènent le bal ensemble, et où le pays s'impose comme un leader mondial à l'égard des enjeux les plus importants.

Les jeunes leaders envisagent un avenir ambitieux pour le Canada en 2030, qui est rendu possible grâce à des compétences utiles pour l'avenir telles que la littératie numérique et l'apprentissage à vie.

Cela passe par la refonte de l'éducation dès le jeune âge de façon à ce qu'elle soit axée sur les compétences informatiques, la programmation et l'éthique des technologies. Les jeunes leaders ont souligné le rôle de la collaboration entre les secteurs public et privé pour assurer la mise en place des infrastructures physiques et numériques nécessaires (p. ex., internet haute vitesse à distance, logiciels d'apprentissage de prochaine génération) et l'expansion des programmes coopératifs qui permettent d'acquérir des compétences utiles pour l'avenir.

Au-delà de l'enseignement en classe, les jeunes leaders croient que les organisations privées devraient établir les compétences nécessaires pour l'avenir en fonction des besoins des clients et adapter les programmes d'apprentissage des employés en conséquence. Les plateformes numériques contribuent à démocratiser l'accès aux connaissances pour l'ensemble des employés, peu importe leur échelon et leurs années de service, grâce à un carrefour infonuagique et fondé sur l'IA à des fins d'apprentissage expérientiel et personnalisé. De même, les jeunes leaders s'attendent à ce que le secteur public encourage

le recyclage de la main-d'œuvre. Ces mesures réunies permettraient au Canada de s'imposer en tant que bassin de talents numériques, et d'atténuer considérablement le chômage structurel à long terme.

Les jeunes leaders considèrent que l'innovation est la clé pour assurer l'avenir du Canada.

Le rôle de la technologie doit passer par la promotion de la confidentialité et de l'inclusion, et le Canada, en tant que moyenne puissance indépendante, est le mieux placé pour façonner les normes mondiales en innovation et la gouvernance en ce sens.

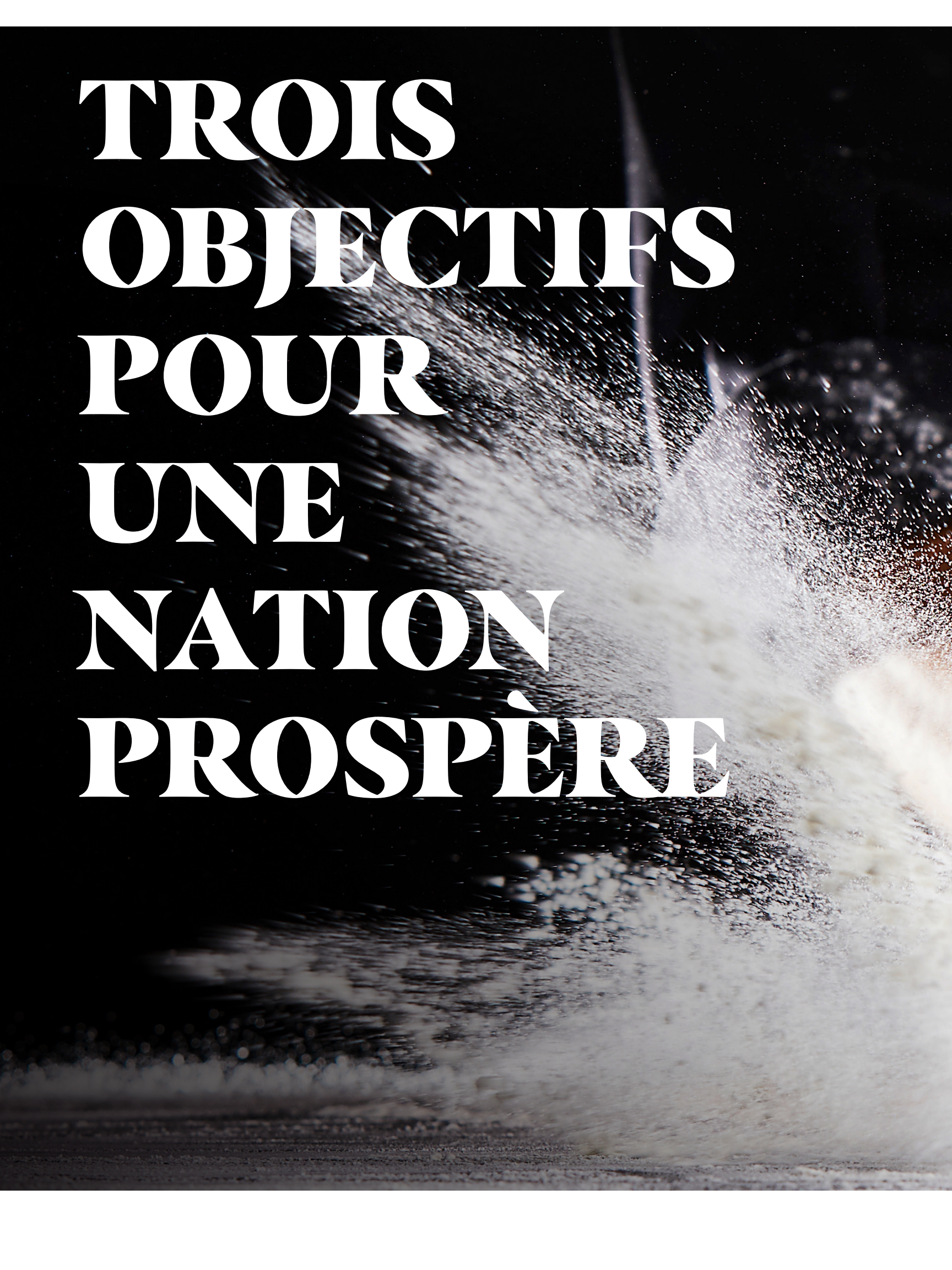
Les jeunes leaders considèrent que les technologies de prochaine génération, telles que l'intelligence artificielle (IA), sont un moyen de réduire les pratiques discriminatoires plus efficacement que ce qui est possible aujourd'hui : en effet, ces technologies s'appuient sur de solides codes de déontologie et politiques qui luttent contre la discrimination.

Ils imaginent un parcours qui commence par des partenariats public-privé créatifs, tels que les concours participatifs ou le financement des diplômés, et la recherche dans des domaines d'importance stratégique à l'échelle nationale. Ces partenariats favoriseraient le bien commun et renforceraient grandement l'image de marque du Canada en matière d'innovation sur la scène mondiale.

Les jeunes leaders placent la barre haute concernant les objectifs de développement durable du pays.

Selon eux, d'ici 2030, le Canada sera le leader mondial de l'énergie propre et de l'agriculture durable, et se classera parmi les cinq premiers pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (l'OCDE) en ce qui a trait à la durabilité globale. Le Canada jouerait un rôle de premier plan pour aider les pays en développement à atteindre les objectifs climatiques, en facilitant l'adoption de normes internationales et en partageant les meilleures pratiques issues de ses propres expériences.

Dans ce scénario, les gouvernements canadiens s'associent à des universités et au secteur privé pour effectuer des recherches sur l'énergie renouvelable et les technologies propres, et les amplifier. Des audits environnementaux publics et privés obligatoires permettent d'effectuer un suivi des progrès et de veiller à ce que des mesures tangibles et importantes soient prises. Des initiatives écologiques transforment les centres-villes en espaces à vocations diverses. Et toutes ces mesures sont définies et exécutées dans une optique d'intersectionnalité, notamment en intégrant des pratiques et des points de vue autochtones.



**TROIS
OBJECTIFS
POUR
UNE
NATION
PROSPÈRE**

Le scénario Prospérer en 2030 représente, sans équivoque, un avenir prometteur pour tous les Canadiens. Mais que faut-il vraiment changer? Dans la présente section, nous exposons trois objectifs clés, les obstacles pour les atteindre, et les mesures que les leaders d'affaires et gouvernementaux doivent prendre pour placer le pays sur la voie d'un avenir meilleur.



1. POPULATION

Favoriser une main-d'œuvre diversifiée et adaptée à l'avenir





→ Prendre des mesures ciblées pour aborder les obstacles du marché du travail que les groupes sous-représentés rencontrent

Depuis longtemps, au Canada, les groupes marginalisés sont aux prises avec des disparités économiques, telles que des écarts salariaux, de plus faibles taux de participation au marché du travail, ainsi qu'un taux de chômage plus élevé et le sous-emploi.

- ♦ Les immigrants sont souvent en situation de sous-emploi et dans l'incapacité de trouver du travail qui met pleinement leurs compétences à profit. Pour le Canada, cette lacune entraîne un coût allant jusqu'à 50 milliards de dollars chaque année en PIB non réalisé².
- ♦ Plus de 600 000 Canadiens handicapés affirment qu'ils chercheraient du travail si des obstacles mineurs en milieu de travail étaient éliminés. À l'heure actuelle, seulement 61,5 % des Canadiens ayant une incapacité légère sont sur le marché du travail³.

- ♦ D'ici 2030, les travailleurs autochtones représenteront 7 % de la population active; toutefois, ils sont systématiquement sous-représentés au sein des entreprises canadiennes⁴. L'écart de taux d'emploi entre les travailleurs autochtones et non-autochtones atteignait 4,6 points de pourcentage en 2019, les travailleurs autochtones étant concentrés de manière disproportionnée dans les secteurs à faibles salaires.

Bon nombre de ces inégalités se sont creusées durant la pandémie, alors que les femmes et les groupes sous-représentés étaient beaucoup plus susceptibles de perdre leur emploi que les hommes ou les groupes non racialisés⁵. Ces disparités ne reflètent pas seulement un échec moral, mais aussi un échec économique. Le modèle illustre qu'une population active plus nombreuse et plus inclusive peut stimuler la croissance de la productivité.

Chaque organisation devrait prendre des mesures pour s'assurer que tous les Canadiens qui veulent travailler peuvent le faire, en commençant par un examen systématique des

pratiques internes afin de révéler les obstacles et les préjugés involontaires. Elles devraient s'engager à :

- ♦ aider les talents immigrants à bénéficier de mentors (ou mieux encore, de parrainage) et à tisser des liens communautaires, et offrir des stages ou d'autres formes d'accès à des collectivités précises⁶.
- ♦ habiliter les personnes handicapées au moyen de mesures d'adaptation (parfois minimales) des installations physiques ou de l'environnement, en réduisant les préjugés grâce à la formation des employés, et en veillant à ce que le matériel et les logiciels soient accessibles⁷.
- ♦ accueillir des travailleurs autochtones en offrant une formation et une amélioration des compétences, en rehaussant l'accès aux programmes de perfectionnement des compétences culturelles des Autochtones et en assurant la présence de champions de la culture autochtone en milieu de travail⁸.

Pour les entreprises, une équité et une inclusion accrues s'imposent en milieu de travail. C'est également logique sur le plan des affaires. Le bien-fondé de la diversité et de l'inclusion s'appuie sur des recherches, dont certaines ont été effectuées par Deloitte⁹. Les organisations inclusives sont plus innovantes, résilientes et susceptibles de réussir sur le marché¹⁰.

Les gouvernements peuvent aider en offrant des incitatifs (p. ex., des investissements dans l'adaptation du lieu de travail), en créant des liens entre les organismes d'accréditation professionnelle et le processus d'immigration pour une reconnaissance plus facile et harmonieuse des compétences, et en assurant la souplesse des programmes de formation et d'adaptation en fonction des données sur la demande en matière d'emploi. Ces mesures permettront d'assurer que l'attention et le financement des gouvernements sont axés sur les secteurs où les groupes marginalisés sont plus susceptibles de trouver un emploi convenable.

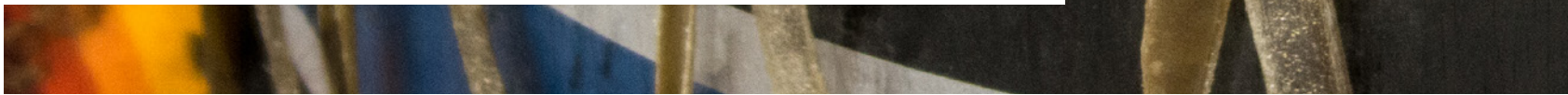
Le chômage chez les jeunes

Les jeunes travailleurs ont été particulièrement touchés par la récession liée à la pandémie, alors que les récessions précédentes ont démontré que les cicatrices économiques laissées par l'arrivée sur le marché du travail en période de récession peuvent persister tout au long de la vie¹¹. Les gouvernements se doivent de réagir en orientant l'éducation vers le perfectionnement des compétences que les employeurs exigent, en fournissant des occasions d'acquérir de l'expérience et en traçant une voie à suivre vers l'emploi.



« Le Canada ne pourra être vraiment prospère tant qu'il ne fait pas face à la réconciliation et au changement dont il a besoin sur le plan architectural – pas seulement auprès des peuples autochtones, mais aussi auprès de la communauté noire et d'autres groupes racialisés. Il ne s'agit pas nécessairement de la même forme d'oppression et de réaction à la colonisation, mais elles s'abreuvent au même puits.

Jeffery Hewitt, professeur adjoint,
Osgoode Hall Law School





→ Offrir des services de garde accessibles et abordables pour favoriser l'égalité entre les sexes

Même avant la pandémie, les services de garde constituaient un défi de taille pour les parents sur le marché du travail. L'accessibilité varie grandement, alors que des parents à Toronto paient jusqu'à dix fois plus cher que ceux de Montréal, par exemple. Avant la pandémie, le Canada figurait au dernier rang des pays de l'OCDE pour les dépenses publiques consacrées à l'éducation et à la protection de la petite enfance, soit à peine 0,3 % du PIB¹². Dans le contexte de la COVID-19, les tâches liées à la garde d'enfants sont toujours assumées de manière disproportionnée par les femmes, tandis que la participation des femmes à la population active a reculé à 55 % pour la première fois depuis le milieu des années 80, et que l'emploi chez les femmes ayant des enfants a diminué presque deux fois plus que chez les hommes ayant des enfants¹⁵. Notre analyse

révèle qu'une éducation préscolaire de grande qualité et abordable permettra à un plus grand nombre de femmes de participer à la population active et contribuera à combler l'écart salarial entre les sexes.

Les gouvernements fédéral et provinciaux doivent unir leurs efforts pour consacrer davantage de fonds aux services de garde subventionnés, surtout là où il y a plus de postes disponibles que de travailleurs disponibles. Des experts affirment que le financement destiné aux infrastructures sociales (p. ex., les espaces physiques) et à l'augmentation du nombre d'éducateurs de la petite enfance renforcera la capacité à long terme, et les petites et grandes organisations ont démontré que chaque dollar investi dans les services de garde rapporte amplement à la société au fil du temps¹⁴. Le gouvernement fédéral a annoncé une augmentation des dépenses consacrées aux services de garde dans le cadre du processus


de reprise après la pandémie, mais ce secteur d'activité nécessite un soutien à plus long terme (et une collaboration accrue entre les différents ordres de gouvernement) pour surmonter la pénurie actuelle de services de garde au pays.

La pandémie a également démontré la nécessité de faire preuve de souplesse envers le télétravail en présence d'enfants. Surtout dans un contexte où il est de plus en plus possible de s'acquitter d'un emploi au moins partiellement à distance, les entreprises qui définissent des politiques de travail flexibles pour les employés se dotent d'un avantage important pour le recrutement de talents. À défaut d'une solution gouvernementale, les entreprises devraient aussi envisager des services de garde dans le cadre d'un programme d'avantages sociaux flexibles.

→ Faire le lien entre les systèmes d'éducation et les réalités du marché du travail

Le Forum économique mondial prévoit que, d'ici 2022, 54 % des employés devront entreprendre une importante actualisation de leurs compétences¹⁵. Au Canada, 41 % des cadres des ressources humaines interrogés ont affirmé que leur entreprise était déjà modérément ou fortement touchée par les pénuries de compétences¹⁶. De nombreux travailleurs n'ont pas les moyens ou le temps de suivre une formation : dans un sondage réalisé en 2019, 63 % des Canadiens ont indiqué que le manque de ressources financières était un obstacle au recyclage, tandis que 53 % d'entre eux ont affirmé que l'investissement de temps constituait un obstacle¹⁷. Depuis au moins une décennie, les employeurs canadiens ont consacré moins de temps que leurs homologues aux États-Unis à la formation des employés¹⁸.

Au Canada, les problèmes concernant les compétences commencent même avant que les travailleurs accèdent au lieu de travail. Le système d'enseignement postsecondaire du pays offre essentiellement des diplômes de deux à quatre ans, selon l'hypothèse que les personnes doivent recevoir une instruction une seule fois, même si des études suggèrent que, de nos jours, les travailleurs occuperont 15 emplois au fil de leur carrière¹⁹. De plus, la vie active dure plus longtemps : près de 20 % des Canadiens de 65 ans et plus travaillent encore. Par ailleurs, les programmes d'enseignement sont souvent détachés des réalités du marché²⁰. Si, au Canada, les renseignements sur le marché du travail abondent, ces données sont souvent fragmentées et prises en compte très tardivement dans les décisions relatives à l'éducation. Par exemple, le programme d'informatique de l'Ontario a été mis à jour pour la dernière fois en 2008, même si le programme de mathématique a été actualisé en 2020 de façon à inclure la programmation²¹.



Les renseignements sur le marché du travail concernant les peuples autochtones du Canada affichent d'importantes lacunes sur le plan des données, ce qui nuit aux efforts déployés pour améliorer les résultats.

Les données disponibles indiquent que les travailleurs autochtones sont parmi les plus susceptibles d'occuper des emplois qui sont appelés à diminuer, et les moins susceptibles d'être des emplois en voie de croissance, ce qui signifie que les programmes de recyclage ciblés pourraient se révéler particulièrement utiles²².

La refonte de l'éducation doit commencer par un nouveau genre de partenariat entre les établissements d'enseignement, particulièrement au niveau postsecondaire, et les employeurs. Une étude menée par Deloitte a révélé que la participation du monde des affaires à la conception des programmes de formation contribuera à assurer le perfectionnement des compétences recherchées. La formation offerte par l'employeur permettra de combler les pénuries de main-d'œuvre en actualisant les compétences des employés existants, et grâce à un accès à un enseignement de qualité en milieu de travail.

Par ailleurs, les accréditations doivent être repensées de façon à autoriser un plus large éventail d'organisations à les émettre, et à accepter des accréditations en remplacement d'études plus officielles. Ce changement doit s'accompagner de renseignements plus complets sur les possibilités d'emploi qui s'offrent aux diplômés, afin que les étudiants puissent faire des choix de carrière plus éclairés. Les établissements d'enseignement postsecondaire traditionnels doivent se responsabiliser à l'égard de la réussite des diplômés, à l'instar de programmes comme ceux de la Lambda School aux États-Unis. De même, le Canada doit miser sur les modèles d'apprentissage expérientiel. Les modèles qui portent fruit aujourd'hui – apprentissage de métiers spécialisés, stages pour étudiants en droit, résidence en médecine, ou stages pratiques en enseignement ou en comptabilité – doivent être élargis à une plus vaste gamme de professions.

POPULATION

*Favoriser une main-d'oeuvre
diversifiée et adaptée à l'avenir*



SALAIRES MOYENS

Au point neutre

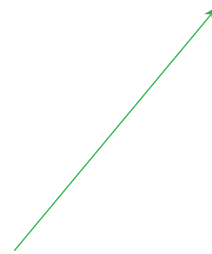
25 %

**PLUS ÉLEVÉS
QU'EN 2020**

Prosperer en 2030

34 %

**PLUS ÉLEVÉS
QU'EN 2020**



Représente une hausse de

94 \$/semaine

*pour le travailleur
moyen dans le scénario
Prosperer en 2030*

1,7 MILLION



DE NOUVEAUX TRAVAILLEURS INTÉGRERONT
LE MARCHÉ DU TRAVAIL, DANS LE SCÉNARIO
PROSPÉRER EN 2030, DONT NOTAMMENT :

500 000

*Canadiens handicapés qui tireront
parti des modifications apportées
aux lieux de travail*

90 000

*femmes qui tireront parti de
l'amélioration du système
d'éducation préscolaire*

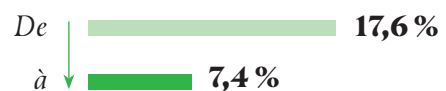
38 000

*travailleurs autochtones additionnels
habilités par de la formation et le
perfectionnement des compétences*

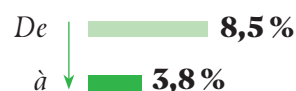


LES ÉCARTS SALARIAUX SONT
COMBLÉS PLUS RAPIDEMENT

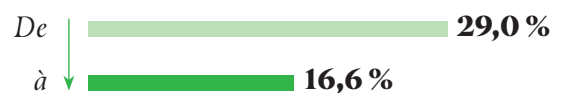
Femmes



Autochtones

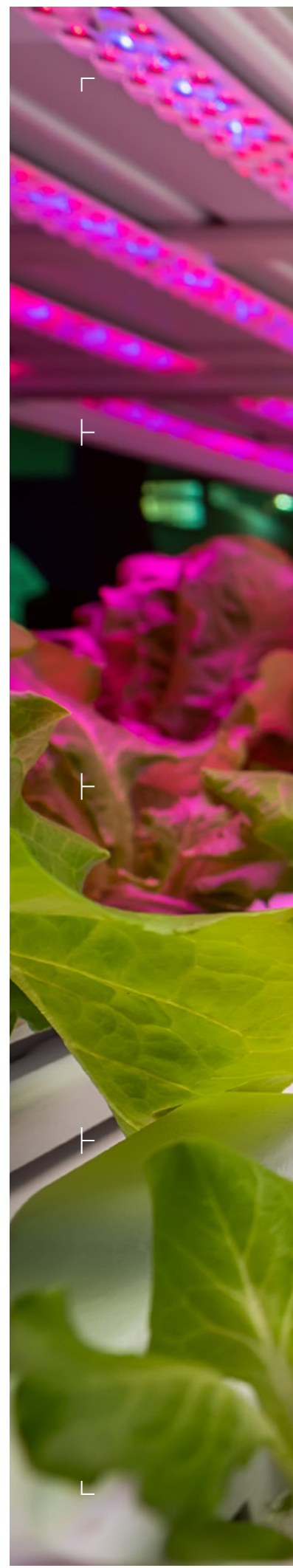


Nouveaux immigrants



2. SECTEURS

Créer les conditions propices à l'émergence de champions mondiaux





→ Accélérer les investissements dans les infrastructures numériques et physiques

Une solide infrastructure numérique est un élément essentiel d'une économie novatrice du 21^e siècle, et les mesures de confinement liées à la pandémie ont renforcé la nécessité d'une connectivité fiable. Au Canada, l'ensemble des investissements publics et privés s'est avéré efficace, mais le déploiement de la prochaine génération, les réseaux 5G, a tardé²³. La connectivité au pays est également entravée par le coût élevé du service internet; aujourd'hui, moins de la moitié des Canadiens vivant en milieu rural et dans des communautés autochtones ont accès à un service internet rapide et abordable²⁴. Les gouvernements et les entreprises doivent mettre en place des solutions créatives et des partenariats afin d'établir et de financer une connectivité à bas prix pour l'ensemble des Canadiens.


Bon nombre des entreprises que nous avons interrogées ont indiqué que la pandémie a accéléré leurs investissements numériques. Toutefois, les entreprises canadiennes doivent niveler vers le haut les investissements dans leur infrastructure numérique, ce qui comprend les données, l'IA, et des technologies et outils d'amélioration de la productivité. Par exemple, même avant la pandémie, les entreprises canadiennes accusaient un retard important par rapport à leurs homologues mondiales en ce qui a trait aux investissements dans les logiciels (plus précisément, elles ont un retard de 5,2 % par rapport à leurs pairs américains). Les entreprises canadiennes sont également plus susceptibles que leurs homologues d'autres pays à affirmer qu'elles ralentissent les investissements en IA en raison des risques²⁵.



Les communautés autochtones perdent beaucoup de talents, malgré le fait que bon nombre de nos gens qui vont poursuivre des études supérieures ailleurs souhaitent rentrer au bercail, mais en sont incapables en raison d'un manque de possibilités d'emploi et d'infrastructures dans la réserve.

La COVID-19 a démontré que les gens peuvent travailler de n'importe où dans le monde, dans la mesure où ils disposent d'une connectivité; cependant, il y a un manque d'investissements dans les infrastructures au sein des communautés autochtones à hauteur de 30 à 40 milliards de dollars. Il est primordial que nous, en tant que pays, libérions le potentiel des communautés autochtones en installant le Wi-Fi, le câble à haute vitesse et internet dans toutes nos communautés.

*JP Gladu, chef de l'expansion et des relations,
Steel River Group
et ancien président et chef de la direction,
Conseil canadien pour le commerce autochtone*



« Lorsque cette pandémie aura pris fin, il y aura un artéfact numérique qui aura émergé pour propulser l'expansion de l'économie et de la société numériques du Canada.

Il ne s'agit pas que du pouvoir de la technologie numérique, mais aussi de la manière dont nous la transformons en services de premier plan qui stimuleront l'innovation et généreront de la valeur pour les entreprises et les consommateurs, et faciliteront la transformation des modèles sociaux essentiels, comme les soins de santé axés sur les patients, l'éducation pour tous, la gérance de l'environnement et la parité socioéconomique.

*Darren Entwistle,
président et chef de la direction, TELUS*



Les investissements dans les infrastructures physiques doivent aussi concorder avec les priorités de croissance à l'échelle nationale. Selon l'Indice mondial de compétitivité du Forum économique mondial, la qualité des infrastructures du Canada laisse à désirer par rapport à celles des pays concurrents et est en déclin depuis quelques années²⁶. Selon nos prévisions de croissance de la main-d'œuvre et de la productivité au pays, Deloitte estime qu'au cours des 50 prochaines années, le Canada nécessitera des investissements de l'ordre de 11 à 22 billions de dollars pour répondre aux besoins en infrastructure et en immobilier. S'il n'est pas comblé, ce déficit n'apparaîtra pas seulement sur papier, mais sera évident dans le réseau routier, les aéroports et l'accès numérique.

Le Canada doit se doter de stratégies d'infrastructure en ayant une vision à plus long terme que l'horizon de dix ans dont il est question dans le présent rapport. Elles doivent être détachées du cycle politique, car leur élaboration nécessite la mise en place d'organismes apolitiques, qui seront aussi chargés de surveiller leur mise en œuvre et d'en faire rapport. Pour qu'il soit possible de remédier au déficit en infrastructure et en immobilier, des acteurs des secteurs public et privé devront unir leurs efforts pour élaborer de nouveaux modèles de financement et d'exploitation.



Le désir de stimuler l'économie grâce aux infrastructures est toujours présent, mais le résultat est très rarement atteint. Au Canada, après 2008, il y a eu un mouvement visant à stimuler l'économie au moyen de projets d'infrastructure, mais la crise a pris fin avant la première pelletée de terre. La réalité, c'est qu'un changement s'impose dans la façon dont les infrastructures sont financées et mises en œuvre.

*Ian Edwards,
chef de la direction, SNC-Lavalin*

→ Améliorer la commercialisation de l'innovation canadienne

De nos jours, l'innovation dépend de plus en plus des droits sur la propriété intellectuelle et les données; cependant, comme le Canada ne s'illustre pas au chapitre des demandes de brevets et de leur utilisation stratégique, surtout dans les secteurs autres que numériques, il est désavantagé²⁷. Depuis des années, le Canada accuse du retard par rapport aux autres pays développés, comme l'Allemagne, la France et la Corée du Sud, en ce qui concerne le nombre de brevets par habitant. Cela est particulièrement important pour les petites et moyennes entreprises (PME), qui sont trois fois plus susceptibles de s'être développées au pays et 4,3 fois plus susceptibles de s'être développées à l'étranger si elles détiennent des droits sur la propriété intellectuelle officielle²⁸.

Les dépenses brutes publiques et privées qui sont consacrées à la recherche et au développement (R&D) au Canada ont progressivement diminué depuis 2007, et ne représentent que 1,5 % du PIB en 2019²⁹. Au même moment, des pays comme la France, l'Allemagne, la Suède et la Corée du Sud ont augmenté leurs dépenses

en R&D et concentré leurs efforts dans des secteurs précis afin de rivaliser avec les États-Unis et la Chine, qui sont à même de répartir les investissements en R&D dans l'ensemble des secteurs³⁰. Ces différences en dépenses de R&D creusent l'écart que le Canada doit combler pour rester concurrentiel.

Les instituts Manufacturing USA, où les entreprises, les établissements postsecondaires et les gouvernements collaborent pour favoriser les innovations allant de la recherche à la rentabilité, constituent une feuille de route dont le Canada peut s'inspirer pour fournir le financement nécessaire qui permettra aux universités et aux collèges de poursuivre leurs efforts de recherche, et veiller à ce que les entreprises canadiennes aient accès à des technologies de pointe, conçues au Canada. Le gouvernement canadien doit élargir sa stratégie actuelle de propriété intellectuelle afin de fournir une ressource centralisée à l'intention des universités et collèges, en offrant aux chercheurs un accès à des initiatives d'éducation sur la propriété intellectuelle, et en aidant les universités et collèges à gérer les coûts liés à la création, à la protection et à la stratégie de propriété intellectuelle³¹.

En juillet 2020, l'Ontario a annoncé le premier plan d'action de la province en matière de propriété intellectuelle, selon les recommandations du Comité d'experts en matière de propriété intellectuelle. Ce plan rehaussera l'avantage concurrentiel de l'Ontario en aidant les entrepreneurs et les jeunes pousses à créer, à protéger et à commercialiser leur propriété intellectuelle.

Investir dans des secteurs où il est réaliste que le Canada soit un leader

Alors que des secteurs tels que ceux de la fabrication et du pétrole et gaz ont traditionnellement propulsé la croissance économique et la compétitivité du Canada, selon les prévisions du scénario *Au point neutre* de Deloitte, ces secteurs devraient connaître une plus faible croissance au cours des dix prochaines années par rapport à la moyenne nationale. Par contre, d'après les prévisions du scénario *Prospérer en 2030*, cette tendance est en accélération, car des secteurs tels que la production de produits médicaux et technologies médicales et l'énergie propre afficheront une croissance nettement supérieure dans les années à venir. Le Canada doit voir naître des entreprises de premier plan à l'échelle mondiale dans ces secteurs afin d'atteindre son plein potentiel.

Les chefs de la direction canadiens avec lesquels nous nous sommes entretenus ont mis l'accent sur la nécessité pour le Canada de concentrer des investissements publics et privés dans des secteurs et des technologies ciblés qui peuvent se distinguer sur la scène mondiale, comme les technologies propres, l'alimentation et l'agriculture, les technologies médicales et les sciences de la vie ainsi que la fabrication de pointe. Cela requiert l'élaboration d'une stratégie nationale (plutôt que des initiatives régionales) visant à promouvoir des domaines d'investissement privé productifs, et des secteurs qui ont le potentiel de croître exponentiellement. Mais il faut être réaliste et ne pas accorder la même attention et le même financement à chaque secteur, compte tenu de la taille de sa population et de son économie. Cela peut sembler contraire aux valeurs canadiennes, mais notre réalité nécessite de faire des choix quant aux domaines auxquels nous consacrerons nos efforts et nos ressources limitées. Par ailleurs, la seule façon d'assurer que cette démarche est harmonieuse, c'est si les travailleurs des secteurs à la traîne se voient donner l'occasion d'actualiser leurs compétences, de se réinventer et de se relocaliser, d'où l'importance de mettre les systèmes d'éducation à jour et de veiller à la transition des programmes et du soutien.

Il faut aussi éliminer les obstacles à la réussite et à la croissance des entreprises en démarrage dans les secteurs prioritaires. Il est essentiel d'assurer leur croissance pour la productivité du Canada et sa réussite économique future, car l'écart de productivité entre les petites et grandes entreprises est plus grand au Canada que dans d'autres pays, notamment aux États-Unis³². Au Canada, les entreprises en démarrage ont du mal à mobiliser les capitaux de développement nécessaires pour prendre de l'expansion à un stade avancé³³. Le manque de financement empêche les PME d'investir dans l'innovation, d'améliorer leur productivité et d'accéder à de nouveaux marchés. Lorsque les entreprises prennent de l'expansion et deviennent plus rentables, elles ne sont plus admissibles à la plupart des programmes d'innovation gouvernementaux axés sur les PME, ce qui peut les dissuader de croître davantage³⁴. Sans compter que le taux d'imposition des petites entreprises, entre autres, décourage à son tour la croissance. Lorsque tous les ordres de gouvernement réexamineront leurs politiques fiscales après la pandémie, ils devront s'assurer, au minimum, que le régime fiscal n'est pas un facteur de démotivation pour les entreprises en croissance.



À l'issue de la crise de la COVID-19, le Canada devrait mettre davantage l'accent sur les politiques industrielles. Plutôt que suivre simplement l'exemple d'autres pays, nous devrions évaluer ce qui a bien fonctionné au Canada et miser sur nos propres forces et innovations industrielles.

*Iain Klugman,
chef de la direction, Communitech*

SECTEURS

*Créer les conditions propices à
l'émergence de champions mondiaux*



BÉNÉFICES DES ENTREPRISES

18 MILLIARDS \$
D'AUGMENTATION

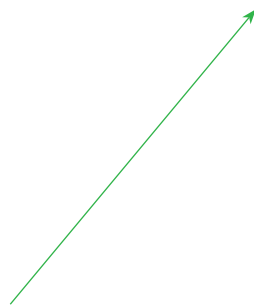
Selon le scénario Prospérer en 2030, les bénéfices des sociétés canadiennes augmentent de 18 milliards de dollars en 2030 au scénario Au point neutre.



INVESTISSEMENT EN TECHNOLOGIE

10,8 %

*des investissements
sont sous forme de
technologie numérique
(en hausse par rapport
à 8,8 % aujourd'hui)*



*Représente une
augmentation de
6,4 MILLIARDS \$
des investissements dans
les logiciels*

CROISSANCE DU PIB

12,8 %

*Les investissements des entreprises
représentent 12,8 % du PIB (en hausse
par rapport à 10,4 % aujourd'hui)*

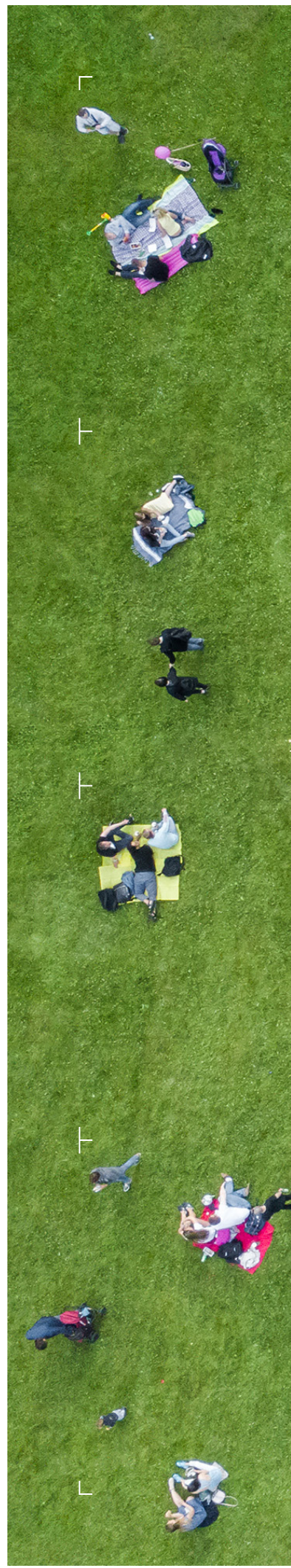
*Ce taux place le Canada
dans le quartile supérieur
de l'OCDE*

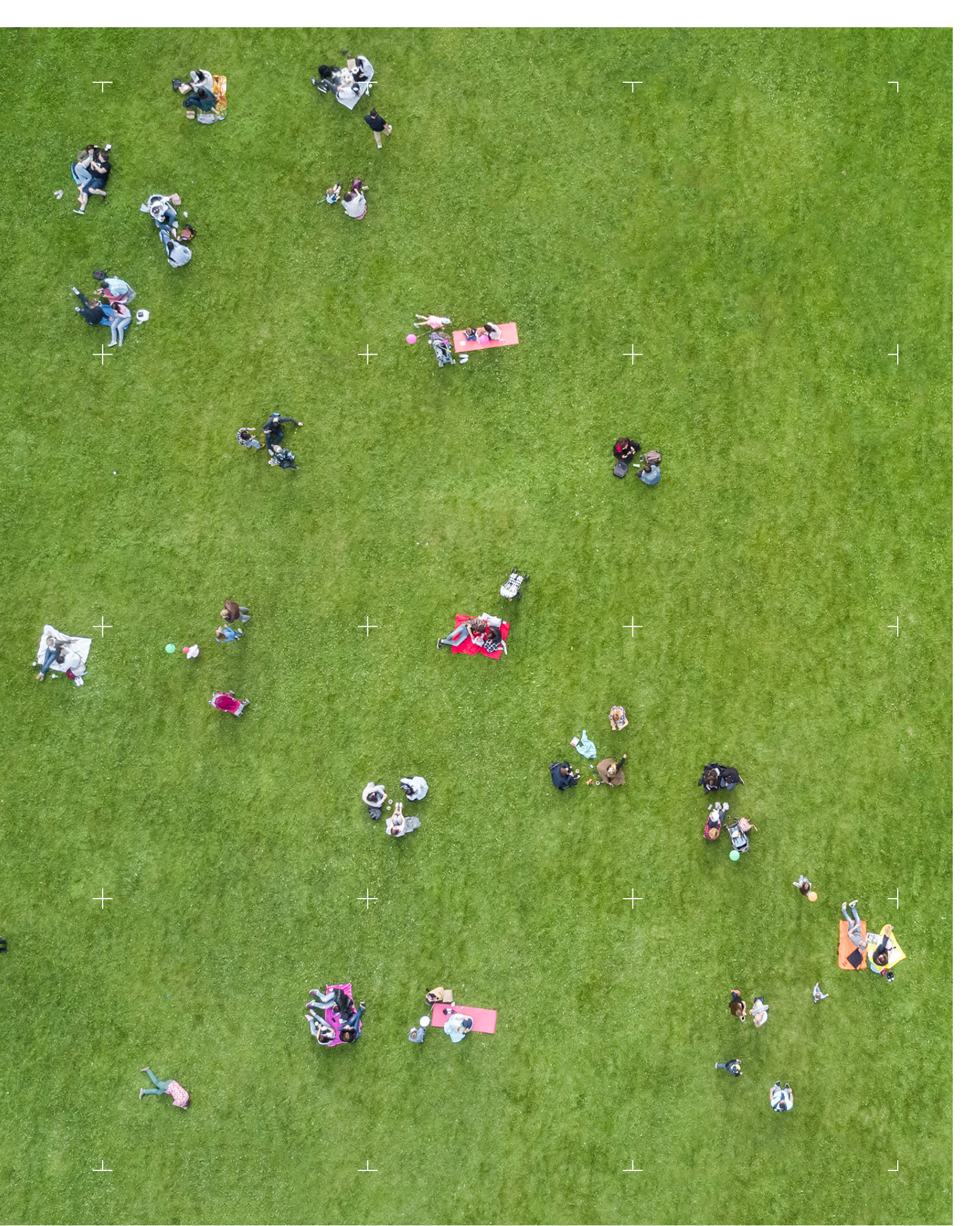


*Ce seul facteur entraîne une
croissance annuelle du
PIB de 0,3 %*

3. SYSTÈMES SOCIAUX

*Investir dans une
transformation des
plus nécessaires*





→ Créer un filet social beaucoup plus souple

Plus de trois millions de Canadiens ont perdu leur emploi durant la pandémie, ce qui a mis à l'épreuve le régime de sécurité sociale du pays. En 2018, seulement 41,2 % des cotisants au régime d'assurance-emploi (AE) étaient admissibles à des prestations d'assurance emploi régulières, mais un nombre beaucoup plus élevé y cotisaient. En avril 2020, environ 1,4 million de Canadiens sans emploi n'étaient pas admissibles à l'AE ni à la Prestation canadienne d'urgence (PCU)⁵⁵.

Les programmes de sécurité du revenu existants du Canada doivent être revus pour protéger davantage de Canadiens et pas seulement ceux qui répondent à un ensemble étroit de critères et qui occupent un emploi traditionnel. Cela signifie qu'il faut élargir la couverture afin d'inclure les travailleurs à la tâche à temps partiel, les travailleurs autonomes et les contractuels. Avec la réduction progressive de la PCU, le gouvernement fédéral avait promis un accès élargi à l'AE, mais à cette fin, il faudra adopter une approche différente, étayée par des éléments probants, et assurer la coordination avec les programmes provinciaux de sécurité du revenu. À cette fin, nous pouvons nous inspirer de pays

comparables comme l'Australie (dont le système est fondé sur la résidence et le besoin, plutôt que sur les cotisations et l'impôt versé au pays). Les gouvernements provinciaux et territoriaux ainsi que le gouvernement fédéral doivent créer des structures de prestations de retraite et de santé plus transférables.

Une meilleure coordination entre les gouvernements est nécessaire pour éviter les chevauchements et les manquements au sein des systèmes de sécurité sociale, comme les facteurs ne favorisant pas l'emploi⁵⁶. Les gouvernements doivent compléter le système de sécurité sociale grâce au recyclage et à l'actualisation des compétences, par exemple en augmentant l'envergure et l'efficacité de l'Allocation canadienne pour la formation et le Crédit canadien pour la formation, pour aider les employés à améliorer leurs compétences et à effectuer leur transition à leur prochain emploi. Ces programmes devraient mettre l'accent sur les compétences en demande sur le marché du travail afin de veiller à ce que les Canadiens qui actualisent leurs compétences puissent obtenir des emplois durables et stimulants. Un soutien supplémentaire pour les services de garde pourrait aussi contribuer à rehausser la participation au marché du travail.

→ Comblent l'écart des données sur la santé

Si le Canada cumule moins de cas et de décès de la COVID-19 par rapport à de nombreux autres pays développés, les experts notent que ses capacités de détection et d'intervention précoces étaient inadéquates³⁷. En raison des défis budgétaires, les mesures de détection et de préparation à la pandémie ont été constamment sous-financées par les gouvernements, qui ne leur ont pas accordé la priorité, ce qui explique la réaction tardive de notre pays.

La réponse du Canada a également été ralentie par des lacunes de longue date liées à la collecte, à l'analyse et à la transmission de données³⁸. D'anciens systèmes désuets et des infrastructures numériques inadéquates ont nui à la capacité des provinces de produire une rétroaction en temps réel, et de réaliser des analyses sur la propagation et les répercussions de la COVID-19. Par exemple, au début de la pandémie, les agents publics ne disposaient pas de données à jour sur le nombre de cas positifs parmi les travailleurs de la santé en Colombie-Britannique, le nombre de lits aux soins intensifs par hôpital au Québec et l'origine ethnique des personnes ayant reçu un diagnostic positif à l'échelle du pays³⁹.

Même si certains de ces manques de données se sont améliorés, ceux-ci persistent en ce qui a trait aux capacités de dépistage et aux points chauds de la COVID-19. Les gouvernements provinciaux doivent moderniser les plateformes de données qui permettent la transmission de données en temps réel à l'échelle du Canada et orienter la réponse politique pendant une crise. La Plateforme des données sur la santé de l'Ontario, mise en place pour remplacer le Système intégré d'information sur la santé publique rendu désuet, est un pas dans la bonne direction; cela dit, les provinces doivent continuer d'améliorer leurs systèmes de collecte et de transmission de données⁴⁰. Ce n'est pas un problème d'ordre technique, mais une question de collaboration et d'unité intergouvernementales.

→ Élaborer une stratégie nationale relative aux aînés et au vieillissement

La pandémie a mis au jour des faiblesses préoccupantes dans la façon, au Canada, d'aborder les soins de santé destinés aux Canadiens âgés. À la fin juillet 2020, les décès dans les établissements de soins de longue durée représentaient plus de 80 % des décès attribuables à la COVID-19 au Canada, comparativement à la moitié du nombre total de décès en Europe et 40 % aux États-Unis⁴¹. Cela démontre ce que les experts affirment depuis des années : l'approche du Canada envers les soins de santé des personnes âgées du pays doit être complètement transformée. Cela prend encore plus d'importance alors que nous entamons la décennie de l'après-pandémie, et que le Canada est confronté à une population qui vieillit rapidement.

Les experts conviennent que le système de soins de longue durée du Canada nécessite une réforme, allant de l'augmentation des soins virtuels à l'amélioration de la qualité de vie, en passant par la revalorisation des salaires et des avantages sociaux pour les travailleurs. Mais pour ce

faire, une approche plus audacieuse doit être adoptée pour redéfinir la manière de protéger les aînés canadiens et d'en prendre soin. Plus précisément, les décideurs politiques devraient prendre exemple sur les pays nordiques (dont la population compte un plus fort pourcentage de personnes âgées) et élaborer une stratégie pancanadienne centrée sur le bien-être, la sûreté et la sécurité de tous les aînés au Canada. Cela suppose une approche à volets multiples envers la modernisation des systèmes de soins de longue durée, la conception de nouveaux modèles de financement, l'amélioration des soins communautaires et à domicile pour les aînés et un meilleur soutien pour les travailleurs⁴². Cette stratégie sera essentielle pour améliorer la protection et les soins apportés aux Canadiens âgés, en plus de leur permettre de prolonger leur vie active. Si nous ne consacrons pas les fonds nécessaires à la mise en place de la bonne stratégie, nous finirons tout de même par payer la note : les coûts des soins de santé par personne âgée sont plus que quatre fois supérieurs à ceux des personnes de 15 à 64 ans⁴³.

Age UK est le plus important organisme sans but lucratif au Royaume-Uni voué au soutien des personnes âgées à l'échelle nationale et locale. Cet organisme aide à combattre la solitude chez les aînés, les habilite à prendre des décisions à propos des soins qu'ils reçoivent et leur donne des conseils pour leur permettre de faire des choix éclairés.

→ Créer une feuille de route vers la décarbonisation

Au cours des dernières décennies, le secteur de l'énergie a stimulé la croissance économique du Canada. Le secteur représente actuellement 10 % du PIB du Canada, et compte 282 000 emplois directs et 550 500 autres emplois indirects⁴⁴. Dans les prochaines années, par contre, la demande de pétrole brut devrait fléchir, ce qui signifie que le Canada doit amorcer, accélérer et soutenir la transition du secteur vers l'utilisation de la technologie pour réduire l'empreinte carbone de la production actuelle d'énergie, ainsi que vers des sources d'énergie à teneur en carbone plus faible.

Selon les prévisions du scénario *Prosperer en 2030*, le Canada peut encore espérer atteindre les objectifs fixés dans l'Accord de Paris en augmentant la taxe sur le carbone à 114 \$ par tonne en 2030 et à 200 \$ par tonne en 2040, et en mettant en place d'autres règlements gouvernementaux. Cependant, la réussite de toute taxe sur le carbone repose aussi sur la façon dont les recettes sont réinjectées dans l'économie. Pour limiter les répercussions économiques négatives, le montant total des fonds obtenus doit être réaffecté à l'économie sous forme de baisses d'impôt des particuliers et des sociétés, et de nouveaux investissements (notamment dans l'énergie propre).

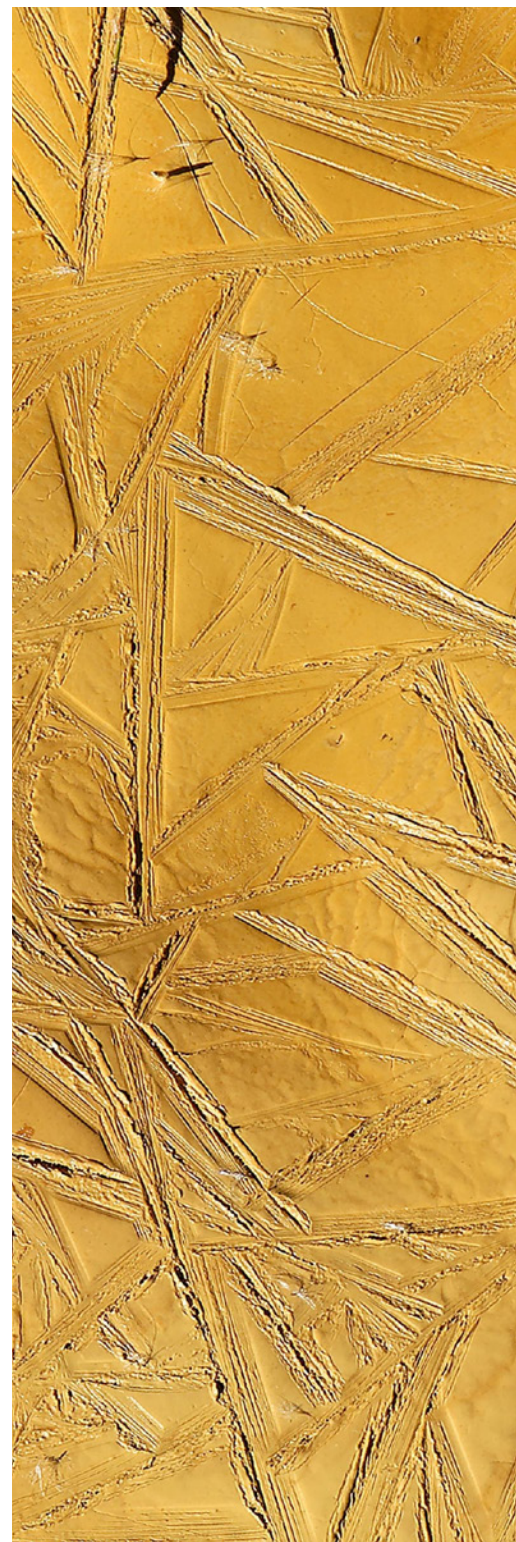


La COVID-19 nous donne un avant-goût des crises liées aux changements climatiques. La pandémie augmentera la sensibilisation à l'égard du développement durable, notamment en ce qui a trait à la nécessité de modifier nos comportements en vue d'adopter un mode de vie plus durable. Les gouvernements ont un rôle important à jouer en continuant de mettre en œuvre des normes de construction écologiques qui incitent les entreprises à trouver des façons créatives d'augmenter les économies d'énergie.

*Andrea DelZotto,
vice-présidente directrice, Développement communautaire, Tridel*

Les personnes interrogées ont souligné le besoin de prendre des mesures de transition répondant à deux objectifs : premièrement, soutenir et accélérer l'adoption de technologies à faible teneur en carbone au sein du secteur pétrolier et gazier existant, et, deuxièmement, stimuler le virage vers les solutions à faible émission de carbone et de technologies propres pour le transport, la construction, l'électricité ainsi que le chauffage et la climatisation⁴⁵. Cette transition comprend une vaste gamme de solutions qui tiennent compte de l'emplacement et de l'application, car il n'existe pas de solution universelle qui permettra au Canada de faire une transition vers une énergie faible en carbone. Ces mesures ont des appuis au sein du secteur de l'énergie et permettraient au Canada d'évoluer sans abandonner les secteurs existants⁴⁶.

Afin d'accélérer l'adoption de technologies à faible émission de carbone, les entreprises doivent utiliser des combustibles plus propres dans la mesure du possible, en les combinant aux approvisionnements existants, de même qu'en augmenter la disponibilité. De nombreuses sociétés du secteur canadien de l'énergie ont déjà pris le taureau par les cornes : en 2019, Suncor s'est engagée à consacrer 1,4 milliard de dollars à la construction d'unités de cogénération dans ses installations d'extraction de sables bitumineux en Alberta⁴⁷. Les entreprises doivent aussi accroître leur utilisation d'électricité et convertir leurs réseaux électriques en sources d'électricité non polluantes, alors que les gouvernements doivent appuyer l'innovation et s'imposer en tant que leaders du secteur de l'énergie propre au moyen de la R&D, réduisant ainsi les risques pour les entreprises.





Le Canada devrait se tourner vers une économie plus propre. En Ontario, par exemple, nous pouvons tirer parti des avantages du système électrique propre sur lequel nous pouvons compter pour faciliter la décarbonisation accrue d'autres secteurs, comme les transports, l'exploitation minière ou le secteur industriel au moyen de l'électrification. Objectifs environnementaux et accessibilité peuvent aller de pair.

*Mike Rencheck,
chef de la direction, Bruce Power*

SYSTÈMES SOCIÉTAUX

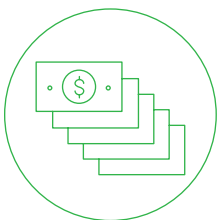
*Investir dans une transformation
des plus nécessaires*



RECETTES GOUVERNEMENTALES

9% —————→ **100**
D'AUGMENTATION **MILLIARDS \$**

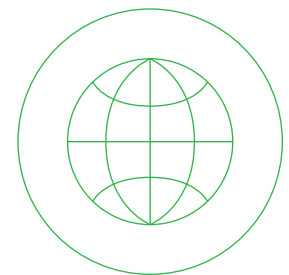
*Les recettes gouvernementales augmentent de 9 % dans le scénario Prospérer en 2030, ce qui représente des fonds additionnels annuels de plus de 100 milliards de dollars pouvant être affectés aux priorités telles que **l'éducation**, les **soins de santé**, et la **réduction de la dette**.*



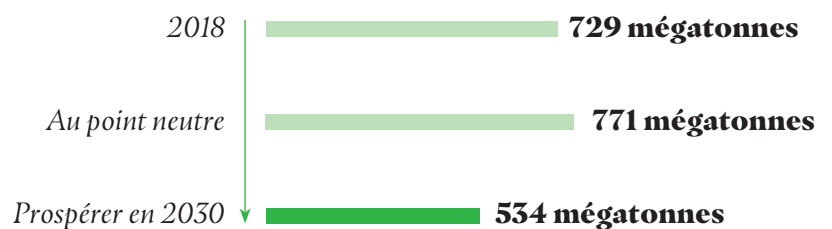
INVESTISSEMENTS PUBLICS

4%
DU PIB

Les gouvernements peuvent investir davantage dans les infrastructures essentielles, les investissements publics atteignant 4 % du PIB.



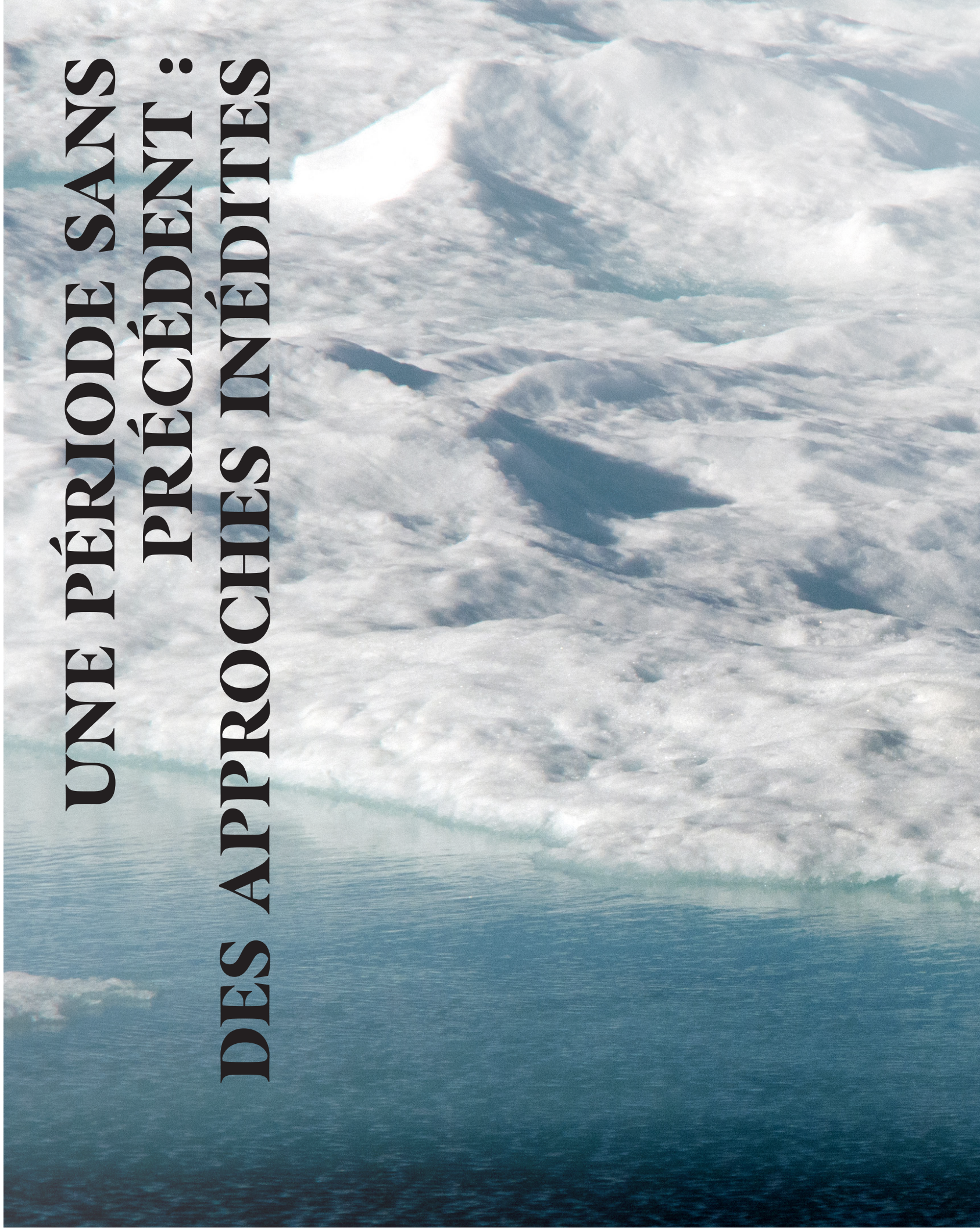
ÉMISSIONS DE CO₂



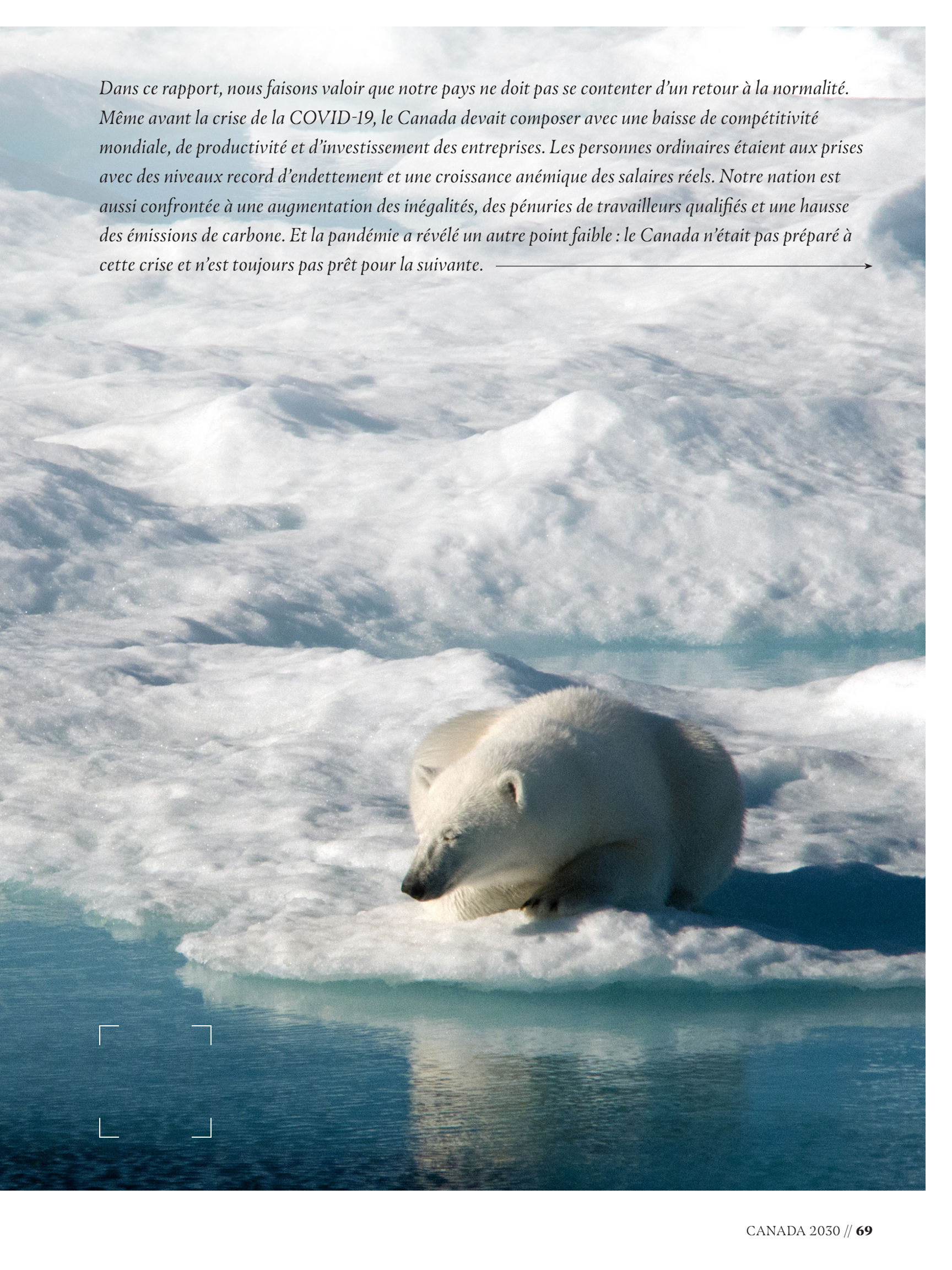
Les émissions de CO₂ passent de 729 mégatonnes en 2018 à 534 mégatonnes en 2030, ce qui place le Canada sur la bonne voie pour atteindre ses objectifs climatiques.

Dans le scénario Au point neutre, les émissions augmentent, pour s'établir à 771 mégatonnes.

**UNE PÉRIODE SANS
PRÉCÉDENT :
DES APPROCHES INÉDITES**



Dans ce rapport, nous faisons valoir que notre pays ne doit pas se contenter d'un retour à la normalité. Même avant la crise de la COVID-19, le Canada devait composer avec une baisse de compétitivité mondiale, de productivité et d'investissement des entreprises. Les personnes ordinaires étaient aux prises avec des niveaux record d'endettement et une croissance anémique des salaires réels. Notre nation est aussi confrontée à une augmentation des inégalités, des pénuries de travailleurs qualifiés et une hausse des émissions de carbone. Et la pandémie a révélé un autre point faible : le Canada n'était pas préparé à cette crise et n'est toujours pas prêt pour la suivante. →



Nous croyons que, si le Canada prend des mesures audacieuses et non conventionnelles à l'égard de sa population, des secteurs et de la société, il pourra relever ces défis et devenir un pays prospère d'ici 2030. Compte tenu de la situation budgétaire désastreuse découlant de la pandémie à tous les ordres de gouvernement, nous proposons une plateforme pour le changement. Alors que bon nombre des mesures suggérées entraînent un coût tangible pour les gouvernements et les entreprises, justifier l'inaction en fonction des coûts est pire encore : les prévisions du scénario *Au point neutre* montrent une situation financière encore plus difficile pour les gouvernements, particulièrement en raison de la hausse du coût des soins de santé et du recul des bénéfices des entreprises. Cela se traduira par une diminution du niveau de vie et de la qualité de vie pour les Canadiens, et fera du Canada un endroit où il est moins intéressant pour les sociétés d'envergure mondiale d'investir ou pour les meilleurs talents de s'établir.

Si le Canada veut réaliser des progrès mesurables par rapport aux difficultés présentées dans ce rapport, nous devons collectivement faire les choses différemment.

D'abord, les gouvernements, les entreprises et les collectivités devront trouver de nouvelles façons de collaborer pour se donner les moyens de la reconstruction. La réaction du Canada à la pandémie démontre qu'une collaboration dans un but collectif est possible. Cette collaboration créative doit se poursuivre, alors que les gouvernements et les entreprises font face à de lourds déficits attribuables aux emprunts liés à la pandémie. Nous devons faire fi des idées reçues, notamment en formant de nouveaux partenariats pour financer et fournir des services. Nous devons aussi examiner comment d'autres pays financent des projets d'envergure malgré une situation financière encore plus difficile, et importer les meilleures idées au Canada. Et surtout, les gouvernements et entreprises au pays doivent trouver des façons de dépenser autrement, en faisant passer les stratégies, les priorités et le financement de la catégorie des « éléments souhaitables » à la catégorie des « éléments nécessaires » pour assurer un avenir prospère.

Ensuite, les Canadiens doivent adopter une perspective à long terme, détachée du cycle politique. Pour bon nombre des investissements nécessaires, il y aura un délai important entre l'investissement et l'obtention de résultats; dans le cas des infrastructures, ce délai pourrait s'approcher de toute une durée de vie. L'actuel système politique du Canada n'a pas été conçu pour résoudre des problèmes ou payer pour des solutions en fonction d'une telle échelle temporelle; aussi, nous devons réunir tous les ordres de gouvernement et des groupes de parties prenantes soumis à différents échéanciers pour créer de nouvelles solutions, et établir les cadres nécessaires pour assurer leur viabilité.

Ce sont des problèmes difficiles, mais pas impossibles, à régler. Mais il faudra les résoudre afin de créer un pays où la population et la main-d'œuvre sont prêtes à composer avec une économie qui évolue rapidement, où nos entreprises ont l'ambition de devenir des leaders mondiaux, et où notre société est inclusive, saine et plus résiliente face aux difficultés à venir. Ce sont les défis et les occasions qui nous attendent, tandis que nous cherchons à créer un avenir prospère pour l'ensemble des Canadiens. Le moment est maintenant venu de passer de la parole aux actes.

ANNEXE

Ventilation des leviers de croissance économique

	But	Défis	Changements	Incidence	Incidence sur l'économie de 2020 à 2030
Améliorer le marché du travail canadien	Augmenter la participation des femmes au marché du travail.	Le taux de participation des femmes ayant de jeunes enfants est nettement inférieur à celui des femmes ayant des enfants d'âge scolaire ou vivant au Québec, où les services de garde sont plus accessibles.	Les services de garde peuvent augmenter la participation au marché du travail des femmes ayant des enfants de 2 à 4 ans d'une moyenne de 74,3 % à 85,1 %.	Cette mesure a le potentiel d'augmenter de 88 500 le nombre de femmes sur le marché du travail chaque année.	Ces mesures ajoutent 1,7 million de travailleurs à la main-d'œuvre et ont le potentiel d'augmenter le PIB de 0,4 % par année, pour qu'il passe de 1,7 à 2,0 % en 2030.
	Augmenter le taux de participation des Canadiens âgés.	Le taux de participation des Canadiens de 65 ans et plus est inférieur à la moyenne des pays du G20.	Grâce aux programmes de recyclage, au télétravail et à l'aide technologique, nous croyons qu'il est possible d'augmenter le taux de participation des personnes de plus de 65 ans de 5 %, pour atteindre 20,8 % d'ici 2030.	Ces mesures ont le potentiel d'augmenter de 377 300 le nombre de travailleurs sur le marché du travail.	
	Augmenter le taux de participation des Canadiens handicapés au marché du travail.	Le taux de participation des Canadiens handicapés au marché du travail est bien en deçà de la moyenne canadienne, mais 644 640 personnes ont affirmé qu'elles pourraient travailler d'ici les 12 prochains mois, moyennant quelques modifications.	Grâce à l'adaptation des lieux de travail, nous croyons que 75 % des Canadiens handicapés pourraient trouver un emploi, ce qui porterait le taux d'emploi à 68,5 % par rapport à la moyenne canadienne de 77 %.	Ces mesures ont le potentiel d'augmenter de 517 657 le nombre de travailleurs sur le marché du travail.	
	Améliorer la participation des immigrants au marché du travail.	Accueillir un plus grand nombre d'immigrants au Canada.	Dans le scénario <i>Prosperer en 2030</i> , il y aura au-dessus d'un million de Canadiens d'âge actif de plus en 2030.	Ces mesures ont le potentiel d'ajouter 700 000 personnes à la population active du Canada.	
	Améliorer la réalité des populations autochtones sur le marché du travail.	Au Canada, le taux de participation des populations autochtones au marché du travail est inférieur à la moyenne. De plus, le taux de chômage de la population active est supérieur à la moyenne.	Des politiques d'inclusion robustes contribueront à réduire l'écart des taux de chômage et à créer plus de possibilités d'emploi pour les travailleurs autochtones.	Ces mesures augmentent la main-d'œuvre autochtone de 38 000 et le nombre d'emplois, de 59 000 en 2030.	
Améliorer les investissements des entreprises canadiennes	Améliorer les investissements des entreprises au Canada.	En proportion du PIB, le Canada accuse un retard en investissements par rapport à ses pairs internationaux. Les faibles investissements des entreprises sont l'une des raisons de la croissance économique médiocre.	Des changements dans les politiques et les actions menées par les entreprises permettront aux investissements du Canada de passer de 10,3 % à 12,8 %, en proportion du PIB.	Ces mesures augmentent les investissements de 40 milliards de dollars, ou 17,5 %.	Hausse du taux de croissance moyen du PIB de 2,0 à 2,4 %.
	Investir dans l'économie numérique du Canada.	En proportion de l'économie, les investissements du Canada dans les logiciels sont nettement inférieurs à ceux de ses pairs internationaux.	Un accent accru sur les technologies numériques se traduit par une hausse des investissements dans les logiciels, soit de 8,8 % des investissements à 10,8 %.	Ces mesures augmentent de 6,4 milliards de dollars les investissements dans les logiciels.	
Investir dans les infrastructures	Investir dans les infrastructures gouvernementales.	Il est bien établi que le Canada sous-investit dans ses infrastructures publiques. Avec la reprise de l'économie, les gouvernements pourront investir dans les infrastructures et améliorer le potentiel économique.	Les dépenses d'infrastructure ont une incidence économique durable, et il est largement reconnu que les infrastructures du secteur public augmentent le rendement de l'économie en matière de productivité. En fait, des recherches ont démontré que les infrastructures publiques sont à l'origine de la moitié de la croissance de la productivité multifactorielle du Canada.	Ces mesures augmentent les dépenses dans les infrastructures publiques de 19,6 milliards de dollars.	Hausse du PIB de 2,4 à 2,5 %.
Améliorer la productivité du Canada	Assurer l'accroissement de la productivité du Canada.	La productivité multifactorielle a augmenté de seulement 0,5 % par année depuis 20 ans. Le rendement du Canada a été largement inférieur à celui des États-Unis, dont la moyenne s'établit à 0,9 % au cours des 20 dernières années.	Selon le scénario <i>Prosperer en 2030</i> , des progrès importants ont été réalisés dans la réduction de l'écart salarial pour les femmes, les immigrants et les populations autochtones. L'éducation et l'actualisation des compétences contribuent aussi à l'accroissement de la productivité.	Ces mesures augmentent la croissance de la productivité de 0,6 % à 0,9 %.	Hausse du PIB de 2,5 à 2,7 %.

NOTES EN FIN DE TEXTE

1. « Comparaison des projections à long terme du DPB et du ministère des Finances Canada », Bureau du directeur parlementaire du budget, 17 janvier 2019, https://www.pbo-dpb.gc.ca/web/default/files/Documents/Reports/2018/LTP%20Comparison/LTP_comparison_FR.pdf.
2. « *Untapped potential: Canada needs to close its immigrant wage gap* », RBC Economics, consulté le 17 septembre 2020, <https://thoughtleadership.rbc.com/untapped-potential-canada-needs-to-closeits-immigrant-wage-gap/>.
3. « Un profil de la démographie, de l'emploi et du revenu des Canadiens ayant une incapacité âgés de 15 ans et plus, 2017 », Statistique Canada, 28 novembre 2018, <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/89-654-x/89-654-x2018002-fra.htm>.
4. Thomas Anderson et Statistique Canada. « L'emploi chez les hommes et les femmes des Premières Nations vivant hors réserve », 2019, http://publications.gc.ca/collections/collection_2019/statcan/89-655-x/89-655-x2019004-fra.pdf.
5. « Enquête sur la population active, juillet 2020 », *Le Quotidien*, Statistique Canada, 7 août 2020, <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/89-654-x/89-654-x2018002-fra.htm>.
6. « Rôle du capital social et des caractéristiques ethnoculturelles dans le revenu d'emploi des immigrants au fil du temps », Statistique Canada, 19 juin 2019, <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/75-006-x/2019001/article/00009-fra.htm>.
7. « Les personnes handicapées sur le marché canadien de l'emploi : un bassin de talents méconnus », Bibliothèque du Parlement, 29 mars 2013, https://lop.parl.ca/sites/PublicWebsite/default/fr_CA/ResearchPublications/201317E.
8. « Avenirs inclusifs : participation des Autochtones au marché du travail au Canada », Forum des politiques publiques, <https://ppforum.ca/wp-content/uploads/2020/05/AC-Inclusive-Futures-Indigenous-FRE-WEB.pdf>.
9. « Des apparences aux résultats : bâtir des organisations inclusives », Deloitte Canada, 22 novembre 2017, <https://www2.deloitte.com/content/dam/Deloitte/ca/Documents/ca-175/inclusion/cal75-inclusion-AODA-FR.pdf>.
10. Anna Powers. « *A study finds that diverse companies produce 19% more revenue* », Forbes, 27 juin 2018, <https://www.forbes.com/sites/annapowers/2018/06/27/a-study-finds-that-diverse-companies-produce-19-more-revenue/>.
11. Jenny Chesters. « *Recessions scar young people their entire lives, even into retirement* », *The Conversation*, 20 mai 2020, <https://theconversation.com/recessions-scar-young-people-their-entire-lives-even-into-retirement-137256>.
12. « Budget fédéral alternatif 2018 », Centre canadien de politiques alternatives, 22 février 2018, https://www.policyalternatives.ca/sites/default/files/uploads/publications/National%20Office/2018/02/Le_Budget_fe%CC%81de%CC%81ral_alternatif2018.pdf.
13. « La pandémie menace des décennies de progression des femmes au sein de la population active », RBC Economics, consulté le 16 juillet 2020, <https://leadershipavise.rbc.com/la-pandemie-menace-des-decennies-de-progression-des-femmes-au-sein-de-la-population-active/>.
14. « L'éducation préscolaire présente des avantages généralisés et durables », étude spéciale des Services économiques TD, 27 novembre 2012, https://www.td.com/francais/document/PDF/economics/special/dil112_EarlyChildhoodEducation_fr.pdf.
15. « *We need a reskilling revolution. Here's how to make it happen* », Forum économique mondial, 15 avril 2019, <https://www.weforum.org/agenda/2019/04/skills-jobs-investing-in-people-inclusive-growth/>.
16. « *Navigating change: 2018 Business Council skills survey* », Conseil canadien des affaires, consulté le 6 août 2018, <https://thebusinesscouncil.ca/wp-content/uploads/2018/04/Navigating-Change-2018-Skills-Survey-1.pdf>.

17. « EKOS survey: Canadians' perceptions of post-secondary education », Colleges and Institutes Canada, 13 novembre 2019, <https://www.collegesinstitutes.ca/file/ekos-survey-canadians-perceptions-of-post-secondary-education/>.
18. « Canadian employers' investment in employee learning and development continues to rise », le Conference Board du Canada, 31 janvier 2018, <https://www.conferenceboard.ca/press/newsrelease/2018/01/31/canadian-employers-investment-in-employee-learning-and-development-continues-to-rise>.
19. « How many jobs should you expect to hold in your lifetime? », Workopolis, 8 octobre 2015, <https://careers.workopolis.com/advice/how-many-jobs-should-you-expect-to-hold-in-your-lifetime/>.
20. « Schools of the future: Defining new models of education for the Fourth Industrial Revolution », Forum économique mondial, 31 janvier 2020, http://www3.weforum.org/docs/WEF_Schools_of_the_Future_Report_2019.pdf; Denise Amyot. « More support needed to help Canadians reskill at post-secondary institutions », *Policy Options*, 20 janvier 2020, <https://policyoptions.irpp.org/magazines/january-2020/more-support-needed-to-help-canadians-reskill-at-post-secondary-institutions/>.
21. Le curriculum de l'Ontario de la 10^e à la 12^e année, Études informatiques, 2008 (révisé) », Gouvernement de l'Ontario, consulté le 11 septembre 2020, <http://www.edu.gov.on.ca/fre/curriculum/secondary/computer.html>; « New Ontario math curriculum will include coding, personal finance starting in Grade 1 », CP24, 23 juin 2020, <https://www.cp24.com/news/ontario-s-new-math-curriculum-to-introduce-coding-personal-finance-starting-in-grade-1-1.4995865?cache=%2F5-things-to-know-for-friday-october-4-2019-1.4623786%3FclipId%3D104070>.
22. Diana Rivera, Joshua Zachariah et Sean Mullin. « Ahead by a decade: Employment in 2030 », Des Libris, 2020, <http://www.deslibris.ca/ID/10104120>.
23. « Critical role of Canada's digital infrastructure in a post-pandemic world », le Conference Board du Canada, 22 juillet 2020, <https://www.conferenceboard.ca/insights/featured/innovation-technology/critical-role-of-canadas-digital-infrastructure-in-a-post-pandemic-world>.
24. « Rural internet frustrates users in a pandemic world », *The Globe and Mail*, consulté le 28 avril 2020, <https://www.theglobeandmail.com/business/article-the-frustration-of-rural-internet-in-a-pandemic-world/>.
25. Sondage de Deloitte sur l'état de l'IA dans les entreprises, 3^e édition, Deloitte, juillet 2020, <https://www2.deloitte.com/content/dam/Deloitte/cn/Documents/aboutdeloitte/deloitte-cn-dtt-thriving-in-the-era-of-persuasive-ai-en-200819.pdf>.
26. « The global competitiveness report 2019 », Forum économique mondial, 2019, http://www3.weforum.org/docs/WEF_TheGlobalCompetitivenessReport2019.pdf.
27. « Centre de données statistiques de propriété intellectuelle de l'OMPI », Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, consulté le 31 juillet 2020, <https://www3.wipo.int/ipstats/?lang=fr/>.
28. « Rapport sur la PI au Canada 2019 », Innovation, Sciences et Développement économique Canada, [https://www.ic.gc.ca/eic/site/cipointernet-internetopic.nsf/vwapj/IP_Canada_Report_2019_fra.pdf/\\$file/IP_Canada_Report_2019_fra.pdf](https://www.ic.gc.ca/eic/site/cipointernet-internetopic.nsf/vwapj/IP_Canada_Report_2019_fra.pdf/$file/IP_Canada_Report_2019_fra.pdf).
29. « Recherche et développement (R&D) : dépenses intérieures brutes en R&D », données de l'OCDE, 14 mars 2019, <https://data.oecd.org/fr/rd/dépenses-interieures-brutes-de-r-d.htm>.
30. « Indicateurs de performance et cibles : accroître l'investissement dans la recherche et le développement », Sciences et Développement économique Canada, consulté le 31 juillet 2020, <https://www.ic.gc.ca/eic/site/062.nsf/fra/00088.html>; « Advanced technologies initiative », Deloitte, 2015, <https://www2.deloitte.com/content/dam/Deloitte/us/Documents/manufacturing/us-indprod-deloitte-and-council-on-competitiveness-advanced-tech-report.pdf>.
31. Comité d'experts sur la propriété intellectuelle, « Rapport : La propriété intellectuelle au sein du milieu de l'innovation de l'Ontario », 24 février 2020, <https://www.ontario.ca/document/report-intellectual-property-in-ontarios-innovation-ecosystem>.
32. John R. Baldwin, Danny Leung et Luke Rispoli. « Écart entre la productivité du travail au Canada et aux États-Unis selon les catégories de taille d'entreprise », Statistique Canada, janvier 2014, <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/15-206-x/2014035/aftertoc-aprestdm2-fra.htm>.
33. « Une nouvelle étoile polaire », Forum des politiques publiques, 4 avril 2019, <https://ppforum.ca/fr/publications/une-nouvelle-etoile-polaire-et-la-competitivite-canadienne-economie-intangibles/>.
34. Ibid.
35. Shannon Dinan et Daniel Béland, « COVID-19 and support for the unemployed », *Policy Options*, 10 juin 2020, <https://policyoptions.irpp.org/magazines/june-2020/covid-19-and-support-for-the-unemployed/>.
36. Ibid.
37. « What Canada must learn from its flawed COVID-19 response to get ready for a second wave », *National Post*, 15 mai 2020, <https://nationalpost.com/news/canada/covid-19-lessons-from-a-pandemic>.
38. « In the dark: The cost of Canada's data deficit », *The Globe and Mail*, 7 mai 2019, <https://www.theglobeandmail.com/canada/article-in-the-dark-the-cost-of-canadas-data-deficit/>.
39. « How Canada's crucial data gaps are hindering the coronavirus pandemic response », *The Globe and Mail*, 25 avril 2020, <https://www.theglobeandmail.com/canada/article-how-canadas-crucial-data-gaps-are-hindering-the-coronavirus-pandemic/>.
40. « Ontario Health Data Platform », Gouvernement de l'Ontario, 2020, <https://computeontario.ca/covid-19-health/>.
41. « Canada's nursing home crisis: Coronavirus killing in long-term care », *The Washington Post*, 18 mai 2020, https://www.washingtonpost.com/world/the-americas/coronavirus-canada-long-term-care-nursing-homes/2020/05/18/01494ad4-947f-11ea-87a3-22d524235636_story.html.
42. Ministry of Health and Care Services. « More years – more opportunities ». Gouvernement de la Norvège, 23 mai 2016, <https://www.regjeringen.no/en/dokumenter/more-years-more-opportunities/id2477934/>.
43. Cynthia Levine-Rasky. « Don't blame seniors for rising healthcare costs », 21 décembre 2018, <https://canadiandimension.com/articles/view/dont-blame-seniors-for-rising-healthcare-costs>.
44. « Énergie et économie », Ressources naturelles Canada, 6 octobre 2017, <https://www.rncan.gc.ca/science-donnees/donnees-analyse/donnees-analyse-energetiques/faits-saillants-sur-lenergie/energie-economie/20073>.
45. Merran Smith et Linda Coady. « Canada's energy transition: Getting to our energy future, together », juin 2018, https://www.rncan.gc.ca/sites/www.rncan.gc.ca/files/energy/CoucilReport_june27_English_Web.pdf.
46. Mark Little et Laura Kilcrease. « Canada's oil sands are best positioned to lead the energy transformation », *Corporate Knights*, 1^{er} juin 2020, <https://www.corporateknights.com/channels/energy/canada-oil-sands-lead-energy-transformation-15909912/>.
47. « Suncor Énergie investira 1,4 milliard de dollars dans la cogénération d'énergie sobre en carbone à son usine de base du secteur Sables pétrolières », Suncor, 9 septembre 2019, <https://www.suncor.com/fr-ca/salle-des-nouvelles/communiqués/19131074>.

Toutes les sources confirmées le 18 septembre 2020.

Remerciements



Le Centre pour l'avenir du Canada de Deloitte Canada tient à remercier toutes les personnes qui ont contribué aux recherches effectuées pour produire ce rapport, principalement : Salah Bazina, David Campbell, Hélène Emorine, Farah Huq, Maya Prager, Ramya Kunnath Puliyakodil, Sarah Short, Zoe Woods, Luise Yang et Wilson Zhang. Le Centre remercie également les membres des Services-conseils en économie de Deloitte, notamment Craig Alexander, Sebastian Guzman, Sydney LaRose, Dmirty Lysenko, Natalia Simoes et Matthew Stewart, pour leur contribution à la modélisation économique.

www.deloitte.ca

La présente publication ne contient que des renseignements généraux, et Deloitte n'y fournit aucun conseil ou service professionnel dans les domaines de la comptabilité, des affaires, des finances, du placement, du droit ou de la fiscalité, ni aucun autre type de service ou conseil. Ce document ne remplace pas les services ou conseils professionnels et ne devrait pas être utilisé pour prendre des décisions ou mettre en oeuvre des mesures susceptibles d'avoir une incidence sur vos finances ou votre entreprise. Avant de prendre des décisions ou des mesures qui peuvent avoir une incidence sur votre entreprise, vous devriez consulter un conseiller professionnel reconnu. Deloitte n'est aucunement responsable de toute perte que subirait une personne parce qu'elle se serait fiée à la présente publication.

À propos de Deloitte

Deloitte offre des services dans les domaines de l'audit et de la certification, de la consultation, des conseils financiers, des conseils en gestion des risques, de la fiscalité et d'autres services connexes à de nombreuses sociétés ouvertes et fermées dans différents secteurs. Deloitte sert quatre entreprises sur cinq du palmarès Fortune Global 500^{MD} par l'intermédiaire de son réseau mondial de cabinets membres dans plus de 150 pays et territoires, qui offre les compétences de renommée mondiale, le savoir et les services dont les clients ont besoin pour surmonter les défis d'entreprise les plus complexes. Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l., société à responsabilité limitée constituée en vertu des lois de l'Ontario, est le cabinet membre canadien de Deloitte Touche Tohmatsu Limited. Deloitte désigne une ou plusieurs entités parmi Deloitte Touche Tohmatsu Limited, société fermée à responsabilité limitée par garanties du Royaume-Uni, ainsi que son réseau de cabinets membres dont chacun constitue une entité juridique distincte et indépendante. Pour une description détaillée de la structure juridique de Deloitte Touche Tohmatsu Limited et de ses sociétés membres, voir www.deloitte.com/ca/apropos.

Notre raison d'être mondiale est d'avoir une influence marquante. Chez Deloitte Canada, cela se traduit par la création d'un avenir meilleur en accélérant et en élargissant l'accès au savoir. Nous croyons que nous pouvons concrétiser cette raison d'être en incarnant nos valeurs communes qui sont d'ouvrir la voie, de servir avec intégrité, de prendre soin les uns des autres, de favoriser l'inclusion et de collaborer pour avoir une influence mesurable.

Pour en apprendre davantage sur les quelque 312 000 professionnels de Deloitte, dont plus de 12 000 font partie du cabinet canadien, veuillez nous suivre sur *LinkedIn*, *Twitter*, *Instagram* ou *Facebook*.

© Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. et ses sociétés affiliées.

Conçu et produit par L'Agence| Deloitte Canada. 20-5085626

CATALYSEUR

CENTRE POUR L'AVENIR DU CANADA —————> CANADA 2050

Le Centre pour l'avenir du Canada contribue à l'exploration de nouvelles idées, opinions et perspectives portant sur les enjeux nationaux les plus importants de notre pays, dans le but d'aider à faire entrer le Canada dans une nouvelle ère de croissance et de compétitivité. Son équipe est composée de professionnels de Deloitte qui comptent parmi les penseurs les plus innovateurs et qui sont des leaders expérimentés et des influenceurs appréciés dans leur domaine respectif.

Deloitte.